

Rouge

Un appel de la LCR

Pour une gauche
anticapitaliste

p.3

M 1578 N°1130 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

12 au 18 octobre 1984

Fabius arnaque Gattaz empoche



Grève générale des fonctionnaires

Empêcher de nouvelles extraditions

Nous l'affirmions ces dernières semaines. Confirmation vient d'en être donnée : les nationalistes basques tombant entre les mains des services espagnols sont systématiquement soumis à la torture. Cela ressort clairement du témoignage de Gaiska Ormaza, un Basque extradé en juillet dernier de Belgique. Ce dernier accuse la garde civile d'avoir organisé « un système clandestin de torture ». Plusieurs militants rencontrés dans un commissariat de Madrid lui ont en effet affirmé que la police disposait de « camionnettes spécialement équipées » à bord desquelles les inculpés refusant de signer des déclarations en blanc, sont emmenés pour des « promenades dans la montagne ».

Voilà qui résonne comme un réquisitoire contre nos gouvernants qui, pour justifier l'extradition des trois membres présumés de l'ETA, ont expliqué que l'Espagne était désormais un Etat démocratique et que les prisonniers politiques y bénéficiaient de toutes les garanties juridiques... Oseront-ils encore, au mépris des rapports d'Amnesty International et de tous les témoignages qui nous parviennent, énoncer de telles contre-vérités ?

Ce nouveau témoignage a son importance. Car, encouragées par la dernière décision du gouvernement français, les autorités de Madrid se préparent à demander la tête de plusieurs dizaines de réfugiés séparatistes. Parmi ceux-ci, Tomas Linaza, poursuivi pour des faits remontant à 1979 et 1980 et arrêté il y a quelques jours à Bayonne. En 1981, le tout nouveau gouvernement de gauche avait une première fois refusé de l'extrader et Pierre Mauroy s'était exclamé à son sujet : « La patrie des droits de l'homme, qui est une terre d'asile pour tous ceux qui sont des condamnés politiques, doit rester la France de toujours sur ce plan-là. »

Tout laisse craindre qu'il n'en soit plus de même aujourd'hui et que Mitterrand et Fabius se préparent à renouveler leur acte scélérat. Il faut tout faire pour s'y opposer. Oui, extradier des militants basques, c'est menacer leur intégrité physique. C'est donc dès maintenant qu'il faut se mobiliser, qu'il faut développer la pression maximum, afin de rappeler à ceux qui nous gouvernent, que le droit d'asile ne se divise pas au gré des contingences diplomatiques.

Dans ce nouveau combat, toutes les organisations ouvrières et démocratiques, tous les militants attachés aux libertés, doivent se retrouver au coude à coude.

Christian Picquet

GASTON DAVOUST est décédé

Né le 23 février 1904, il est devenu de bonne heure le militant révolutionnaire qu'il devait rester toute sa vie. Elève de l'école des Arts et Métiers, il fut l'un des initiateurs du groupe d'études et de propagande sociale des grandes écoles.

Membre en 1928 du bureau du 15^e rayon (Puteaux, Nanterre, Courbevoie) du PC, il y défendit les positions du groupe Unité léniniste animé par Treint. L'année suivante, il fut l'un des militants les plus actifs du groupe oppositionnel mais ne fut exclu du PC qu'en 1932.

Il fut membre de la direction de l'Union communiste jusqu'à sa disparition lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement, il occupa en permanence des postes assez importants dans les organisations syndicales de techniciens.

Ni les brimades des officiers (90 jours à la prison maritime) ni les licenciements systématiques des entreprises où il occupait des emplois d'ingénieur chimiste n'eurent raison de sa détermination.

Arrêté par les nazis le 10 octobre 1941, il fut emprisonné à Fresnes puis déporté le 8 mai 1943 au camp de concentration de Sachsenhausen Oranienburg. Témoin et victime des crimes nazis, il eut néanmoins la satisfaction d'entrer en rapport avec des civils allemands, organisés clandestinement pour lutter contre le nazisme et aider les déportés politiques.

A son retour et après s'être soigné pour recouvrer une partie de ses forces, il milita successivement dans divers groupes : Bordiguistes, Socialisme ou barbarie, Information et correspondance ouvrière puis Cahier du communisme des conseils.

Il s'était retiré en 1955 à Grasse, pour y chercher un climat favorable à sa santé et vient d'y décéder. Pendant toute sa vie, il fut un militant sympathique, expliquant inlassablement ses positions politiques absolument sans sectarisme.

BOUCHARDEAU Trop, c'est trop !

« A l'aise dans le gouvernement ? Peu importe, j'y suis. » Par ces propos hautement principiels, Huguette Bouchardeau vient de résumer sa politique dans le *Quotidien de Paris*. Cette longue interview, parue le 4 octobre, a dû faire dresser les cheveux sur pas mal de têtes PSU. Il nous est pénible de tirer sur l'ambulance Bouchardeau mais trop c'est trop. Dans le passé, le PSU s'affirmait comme une force de proposition, autogestionnaire, anticapitaliste, sensible aux

problèmes des libertés et des nations opprimées.

Aujourd'hui, écoutons madame la ministre sur les extraditions des Basques : « Les démocraties ont le droit de se défendre (sic). » Le reste de son programme se résume par les intertitres : « Je pratique la concertation avec les chasseurs », « J'ai demandé à Brigitte Bardot de bien vouloir collaborer avec moi », etc.

Quelle audace ! et pourquoi pas Poulidor ? La conclusion, c'est Huguette qui nous la livre : « La difficulté est de trouver le discours juste. » Là-dessus, nous sommes d'accord, il n'est pas facile d'expliquer qu'on va à la soupe même avec une petite cuillère.

GRENOBLE Une brigade de retour du Nicaragua

Deux cent cinquante personnes ont participé la semaine dernière, à Grenoble, au meeting de la brigade de solidarité Rhône-Alpes de retour du Nicaragua, à l'appel du comité Amérique centrale local. Les brigadistes ont raconté leur séjour à Palacaguina, à trente kilomètres de la frontière hondurienne, leur participation à la construction d'une école. Une très longue discussion sur la situation au Nicaragua aujourd'hui, la nécessité d'une large mobilisation internationale pour la défendre, et les tâches de solidarité à mettre en œuvre, concluaient le meeting. Le projet de constitution d'une nouvelle brigade est dès aujourd'hui en cours de réalisation.

Sommaire

- p. 3 : appel de la LCR ;
- p. 4-5 : les leçons de la lutte de Renault ;
- p. 6 : les travailleurs du Creusot contre le plan de restructurations ;
- p. 7 : la lutte des poupées Bella ;
- p. 8-9 : vers la grève générale de la fonction publique ;
- p. 10 : pour l'unité de la FEN ;
- p. 11 : une page d'histoire ouvrière au Creusot ;
- p. 12 : après le sommet africain de Paris ; les atteintes aux droits de l'homme au Mexique ;
- p. 13 : le congrès du Labour britannique et la grève des mineurs ;
- p. 14 : à propos de la journée mondiale de l'alimentation ;
- p. 15 : théâtre ;
- p. 16 : les élections du 4 novembre au Nicaragua ;

AIX « Pen's fan club »

« Français, réveille-toi, tu es ici chez toi ! » Cent cinquante chevaliers de l'ordre ont défilé, la semaine dernière, dans les rues d'Aix-en-Provence, à l'appel du Front national, « contre le racisme anti-Français », et « contre les voyous maghrébins de la cité des Besson » (cité populaire d'Aix). Bien des passants rongeaient leur frein sur les trottoirs, en l'absence de riposte à cette provocation du

« Pen's fan club » d'Aix. Les gros bras auraient l'intention de « prendre les mesures nécessaires à la sécurité de la cité aixoise ».

La mobilisation indispensable pour clouer le bec aux nostalgiques de la pureté de la race, doit se construire et se développer dans les semaines qui viennent, rassemblant tous les anti-Le Pen. Il y a urgence. D'autant que cent cinquante personnes dans la rue après avoir atteint 23 % des voix aux dernières élections européennes, c'est peu : une raison de plus d'en profiter !

Convergence 84

Une initiative contre le racisme

La marche des beurs du 3 décembre avait redonné espoir à tous ceux qui refusaient la montée du racisme. Un an après la marche, alors que la montée du racisme se poursuit, alors que le gouvernement prétend aujourd'hui sans vergogne que les « questions posées par Le Pen sont réelles, même si les réponses sont fausses », alors qu'il prépare de nouveaux coups contre l'immigration, l'initiative prise par le collectif Convergence 84 apporte à son tour, le souffle d'air nécessaire et la possibilité de se mobiliser pour tous ceux qui veulent poursuivre inlassablement le combat antiraciste, tous ceux qui refusent l'argument prétendument réaliste d'une « opinion publique raciste », tous ceux qui pensent au contraire devoir affirmer l'urgence d'une véritable égalité des droits.

« Vivons égaux avec nos ressemblances, quelles que soient nos différences. » Autour de ce slogan, Convergence 84 pour l'égalité, composé de jeunes issus de l'immigration, lance un appel à tous pour une marche à travers la France.

« Beaucoup d'entre nous sont issus de l'immigration, dit l'appel, nous sommes une catégorie qu'on a installée dans la cave de la société (...), nous sommes une catégorie qui travaillent dans un pays et n'en sont pas citoyens (...). Nous revendiquons donc nos droits : des droits destinés à nous porter à la hauteur des citoyens reconnus. »

Mais cette question de l'égalité, axe central de l'initiative, est un combat pour réaffirmer une force contre les tentations de « repli sur soi » que connaissent les communautés victimes du racisme, pour permettre au contraire une rencontre et l'expression d'une force commune.

Celle des « jeunes im-

migrés » d'abord : « Nous créons l'occasion d'exprimer leurs luttes, car nous en sommes et c'est d'eux que part cette initiative. »

Mais aussi « l'expérience des générations d'immigrés, oubliés parmi les oubliés » et celle des Français, appelés « à se mobiliser pour que soient reconnus citoyens à égalité de droits, ceux des membres de notre société qui ne le sont pas encore et ainsi à renforcer leur combat pour l'égalité ». « Une fois reconnus les méconnus », conclut l'appel, il est plus difficile de les transformer en boucs émissaires. »

« La France, c'est comme une mobylette, pour avancer, il lui faut un mélange. » C'est donc à mobylette que cinq groupes de différentes nationalités partiront le 3 novembre de Marseille, Toulouse, Brest, Dunkerque et Strasbourg pour converger à travers toutes les grandes villes de province vers la banlieue parisienne, le 30 novembre au soir (« La parole aux banlieues », puis à Paris, le 1^{er} décembre, pour un grand rassemblement avec un carnaval interculturel.

Partout, l'appel est lancé à la constitution de collectifs locaux unitaires, pour créer à partir de la marche un « événement social et politique » autour de luttes, de revendications (jeunes immigrés dans la cité, OS immigrés licenciés dans l'usine, etc.).

La place des jeunes issus de l'immigration doit être centrale : « La marche de l'an dernier est partie d'eux ; Convergence est fille de la marche. »

D'ores et déjà, la LCR a apporté son soutien total à cette initiative.

Hélène Viken

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom _____
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



APPEL

Affirmer une gauche anticapitaliste

Lors de sa conférence de presse, notre camarade Alain Krivine a rendu public cet appel de la LCR à toutes les forces anticapitalistes. Dans ses prochains numéros, Rouge se fera l'écho des premières réactions.

Il y a trois ans, rappelons-nous, la défaite de la droite appelait une politique nouvelle : la fin de l'austérité et des mesures efficaces pour terrasser le chômage, bref : le vrai changement. Nul doute que, pour soutenir une telle politique, les travailleurs étaient prêts à se mobiliser. Quant à la droite, écrasée sous le poids de son échec, elle avait perdu son arrogance habituelle.

A présent, trois années se sont écoulées et la scène a changé. De concessions en capitulations, la majorité et le gouvernement de gauche en sont arrivés à mener une politique identique à celle de leurs prédécesseurs. Une politique qu'ils imposent aux travailleurs, à ceux qui les ont élus !

Défense de l'entreprise et du profit, restructurations, licenciements, baisse du pouvoir d'achat, aide à l'école privée... Ces maîtres mots de la politique gouvernementale ne sont-ils pas directement empruntés à l'arsenal de la droite et du patronat ?

Dans ces conditions, du côté des travailleurs, trahis, dupés, règnent le désarroi et la désorientation. Tandis que la droite, elle, a trouvé un second souffle et affiche sa morgue habituelle. Malgré ses divisions, elle sait s'appuyer sur le gouvernement pour imposer aux

travailleurs une austérité toujours davantage aggravée. Et elle se prépare à revenir aux affaires.

Pire : l'extrême droite fasciste et raciste relève la tête et jette son poison.

Il n'est pas possible de laisser faire, d'abdiquer et de ne pas assumer les responsabilités qui sont celles de tous ceux qui comprennent les enjeux d'une telle situation. Nous savons que la catastrophe est au bout du chemin sur lequel nous entraîne le gouvernement. Nous savons que, si nous laissons faire, une nouvelle fois une occasion historique sera gâchée.

Si beaucoup, qui n'ont jamais voulu croire à la droite, aujourd'hui baissent les bras, c'est qu'ils ne croient plus à la gauche.

Et pourtant, nous sommes des dizaines de milliers, organisés ou inorganisés, syndicalistes ou militants des partis de gauche et d'extrême gauche, à ne pas abdiquer, à refuser la spirale de l'échec et le gâchis, à être convaincus qu'il faut s'opposer, tous ensemble, à la politique anti-ouvrière imposée par le patronat et appliquée par le gouvernement.

L'austérité n'est pas fatale, l'échec n'est pas inéluctable. A condition de se donner les moyens d'imposer une autre

politique ! Oui, nous sommes beaucoup à penser qu'il faut construire un nouveau parti des travailleurs. Un nouveau parti, démocratique et de lutte, qui défende leurs intérêts jusqu'au bout.

La crise actuelle, c'est celle du capitalisme. Pour en sortir, il faut rompre avec la logique infernale de ce système, avec ses lois, avec ses hommes. Répondre aux besoins des travailleurs, ou satisfaire la soif de profit des patrons : tel est bien le choix.

Le moment est venu de nous rassembler, pour débattre et agir, pour affirmer une force alternative à la gauche officielle, une force anticapitaliste, capable d'intervenir, dans les luttes aujourd'hui, dans les élections demain.

C'est un appel que nous lançons, à

à tous les travailleurs, à toutes les organisations, à toutes les tendances, courants et groupes, à toutes les militantes et militants qui se réclament du socialisme, qui combattent l'austérité et refusent le retour de la droite.

Organisons-nous dans les entreprises, les bureaux, les écoles, dans les localités. Rencontrons-nous, quelles que soient nos appartenances politiques et syndicales, quelles que soient nos divergences sur d'autres questions. Ensemble, nous pouvons affirmer une force militante anticapitaliste, unitaire, capable de redonner espoir et confiance aux travailleurs.

Le bureau politique de la LCR

Mercredi 10 octobre, notre camarade Alain Krivine rendait compte, devant la presse, des travaux du dernier comité central de la LCR.

A cette occasion, il a rendu public un appel de la Ligue à toutes les forces anticapitalistes qui ne se résignent pas à voir la gauche officielle gaspiller et trahir les espoirs des travailleurs. « Il ne s'agit pas d'un gadget, a-t-il dit, mais d'une véritable campagne de la LCR qui veut répondre à l'attente de dizaines de milliers de gens. Il ne s'agit pas non plus de créer des appendices de la Ligue mais de structurer une véritable force unitaire sur une plate-forme limitée et d'aider à terme à la construction d'un parti des travailleurs. Le moment est venu de prendre une initiative si on veut stopper l'offensive anti-ouvrière de la droite et du gouver-

nement et redonner confiance aux travailleurs. »

Pour populariser ses propositions, la LCR va sortir à plusieurs milliers d'exemplaires une brochure et organiser dans tous le pays, jusqu'en janvier prochain, une centaine de meetings et de réunions-débats.

A l'échelle locale, des contacts sont dès maintenant pris pour mettre sur pied les premiers regroupements qui devraient intervenir dans les luttes en cours. « Il faut, a ajouté notre camarade, qu'en 1986, des listes unitaires d'alternative anticapitaliste soient présentes dans toutes les circonscriptions. L'heure n'est pas aux lamentations mais à l'action et au regroupement. A chacun et chacune de prendre maintenant ses responsabilités. »

G. V.

Les crédits de Fabius pour licencier

Il y a sans doute un record d'affluence au Salon de l'automobile.

Mais jamais il n'avait été précédé d'autant de conférences de presse des P-DG de l'automobile, pour vanter la qualité... de leur plan de licenciement. Outre la concurrence entre firmes, Hanon pour Renault et Calvet pour PSA vendent leurs trucs pour mieux licencier.

François Dalle, ancien P-DG, est chargé depuis cet été par Fabius d'étudier les problèmes de l'emploi chez les constructeurs et équipements de l'automobile. Son verdict est net : 70 000 emplois en trop chez les constructeurs, 20 000 chez les sous-traitants et équipementiers.

Pourquoi ces chiffres ? Pour le P-DG au service de Fabius, une entreprise de l'automobile doit accroître sa productivité de 6 à 8 % par an pour rester concurrentielle sur le marché international.

Le rapport Dalle ou les leçons de Fiat

Or, explique l'ex-champion des cosmétiques, « l'évaporation naturelle » des effectifs n'est que de 2 % par an en moyenne, même si elle sera de 10 % pour la France en 1984. L'effectif total des constructeurs n'a réduit que de 17 % de 1978 à 1983. Il est maintenant de 233 000.

Insuffisant, conclut François Dalle. Il faut dégraisser, ou « moderniser » selon le vocabulaire de Fabius.

Et le voilà proposant au gouvernement la solution Fiat : une « caisse d'intégration des travailleurs de l'automobile ». Celle-ci financée par l'Etat (5,4 milliards par an) et la Sécurité sociale (400 millions par an) accueillerait pendant deux ans les sureffectifs, c'est-à-dire 90 000 travailleurs environ.

C'est ce que fit Agnelli, le patron de Fiat, avec la complicité du gouvernement italien à la fin de 1980, après l'échec de la grève des 35 000 ouvriers de l'entreprise italienne. Un marché fut passé avec les syndicats : ou bien 14 000 licenciements « secs », ou bien une « cassa integrazione » financée par le gouvernement au moyen d'une « institut national de prévoyance sociale » prenant en charge jusqu'en 1986 23 000 travailleurs. Banco, dirent les syndicats.

Le résultat est connu. Agnelli s'est débarrassé des travailleurs les plus combattifs, des délégués d'ateliers et des travailleurs les moins rentables, essentiellement les plus de 40-45 ans. Les syndicats ont perdu, avec l'ensemble du personnel restant, une base combative, et le régime à l'intérieur de Fiat s'est caporalisé.

Le contrat de travail des « cassa integrati » n'est pas rompu avec la Fiat. Mais ils savent depuis 1980 qu'ils n'y retourneront jamais. Et l'institut d'Etat qui pourvoit à leurs salaires est en déficit de cinq milliards en 1983 !

Pour Agnelli, faire payer ses licenciements par le gouvernement, se débarrasser des secteurs combattifs, et rationaliser la production, n'est-ce pas tout bénéfice ? C'est ce que propose Dalle pour l'automobile à Fabius. Et ce dernier ne fait pas la sourde oreille.

Etre licencié à la mode Hanon ou à la mode Calvet ?

Le rapport Dalle n'est pas encore publié et déjà Hanon et Calvet, Renault et Citroën-Peugeot-Talbot, font assaut de trucs

ingénieux devant les journalistes pour mieux licencier.

Hanon a présenté son plan comme le produit de la lutte des Renault. Suprême habileté. En fait, il passe un accord au titre du Fond national pour l'emploi pour accélérer les départs en pré-retraite, avec l'espoir avoué de liquider 10 000 emplois non remplacés par an, et commence dès 1984.

Le reste viendra par les refus individuels

sur une restructuration permanente pour se débarrasser de ses sureffectifs, qui se chiffrent à 15 000 sur les 10 000 employés actuels de la régie.

Calvet, pour Citroën-Peugeot-Talbot ne contredit pas son collègue. Il précise la pensée et traduit fidèlement les intentions de son homologue de l'entreprise nationale. Pour lui, il faut « une formation d'adaptation technologique pour ceux qui restent dans l'entreprise » et « une formation de base permettant essentiellement de se reconvertir ». Le seul mérite de ce patron de choc, c'est sa franchise de classe.

Et d'ajouter : « Impossible de dire qu'il n'y aura jamais de licenciements », ou même « de garantir un reclassement pour nos travailleurs licenciés ». Il précisait que ce serait faire injure aux 2 500 000 chômeurs que de le prétendre.

Entre Hanon et Calvet, notre cœur ne balance pas.

Derrière une manière différente, la même logique capitaliste s'applique.

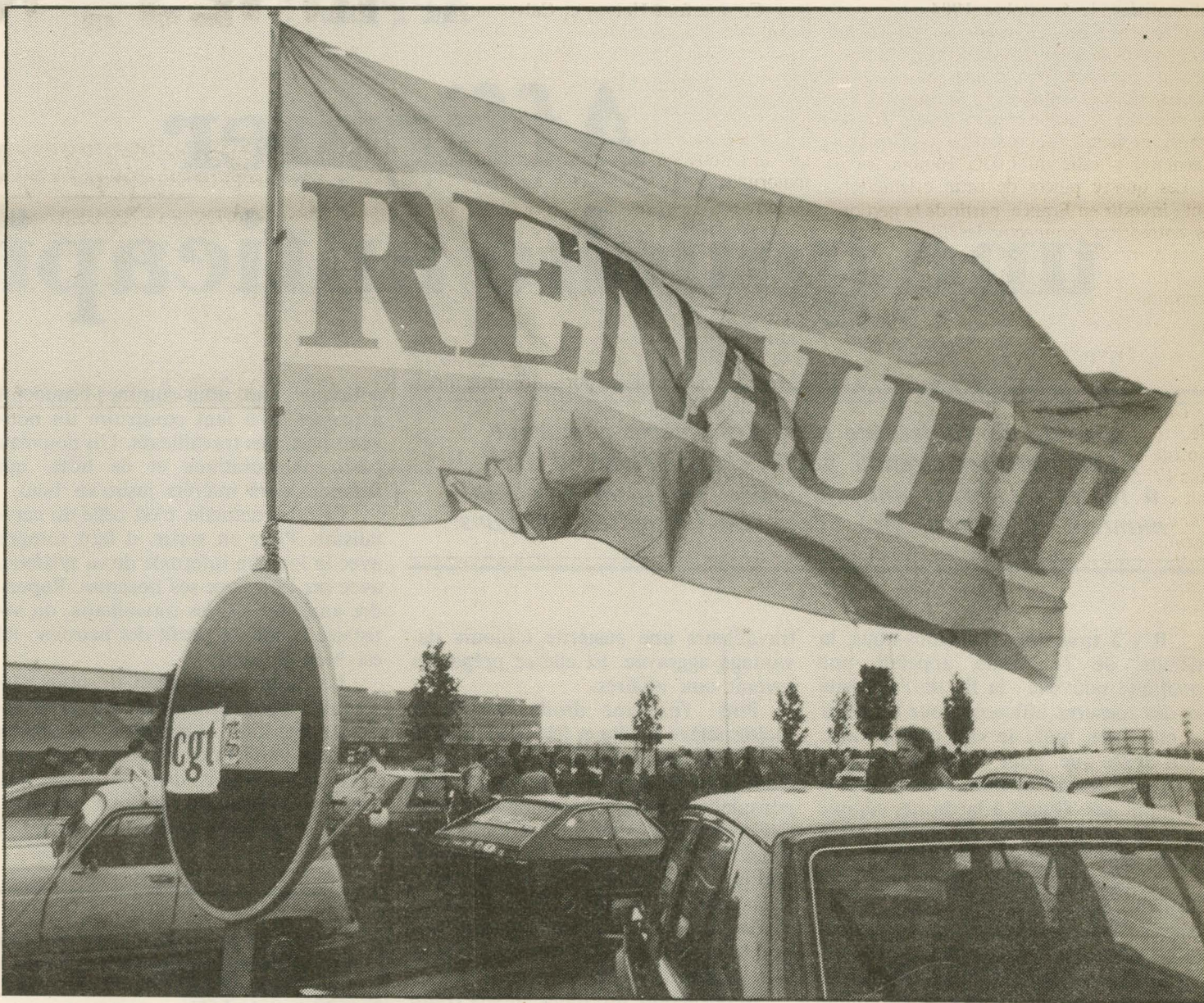
posent une aide financière importante de l'Etat, débloquée par le gouvernement Fabius.

L'endettement de la régie Renault est de quarante-six milliards. Pour que Hanon modernise et licencie en douceur, il faut que le gouvernement l'aide à trouver des crédits (il est question de vingt milliards sur trois ans) sur le marché financier international, et subvienne à ses réserves courantes.

Pour aider Peugeot-Citroën-Talbot à se moderniser, Dalle propose un milliard pour « augmenter le besoin de financement » du groupe et un prêt participatif de l'Etat de 4,5 milliards pour 1985 et 1986.

Les menées patronales contre l'emploi étant clairement affichées, le rapporteur du gouvernement ayant au moins clairement visé l'emploi dans ses conclusions. Fabius doit payer. Et c'est bien là que se matérialise la ligne gouvernementale de « modernisation ».

Le moindre centime investi par les patrons, grâce aux aides d'Etat sous



de la mobilité, par la sélection opérée par la formation. Hanon le dit lui-même, « quand on introduit des robots de soudure, on n'a plus besoin de soudeurs mais d'électro-mécaniciens, d'informaticiens... » Il sait parfaitement que des ouvriers, passé un âge avancé, seront inaptes à la reconversion. Ils seront priés d'aller se faire moderniser ailleurs.

Globalement, Hanon veut des gains de productivité de 7 % par an, par l'introduction annuelle d'un nouveau véhicule. Il veut donc de nouvelles normes de production et de nouvelles techniques. Il veut as-

Soutenir la concurrence internationale, donc augmenter la productivité signifie pour eux réduire le nombre de postes de travail, notamment par des machines automatiques, resserrer la discipline et la rentabilité individuelle de ceux qui restent, et baisser au maximum les salaires pour économiser sur les coûts de production.

L'aide indispensable de Fabius

Tous les scénarios envisagés par les patrons de la construction automobile sup-

quelque forme que ce soit, sera utilisé contre l'emploi.

Et ce ne sera possible que grâce à l'appui explicite du gouvernement Fabius. Comme dirait l'énarque compassé de Matignon, le traitement social du chômage ! La ligne, c'est le traitement financier des licenciements patronaux.

Bloquer les licenciements dans l'automobile, c'est se battre contre les patrons bien sûr.

Mais aussi contre le gouvernement qui les soutient.

Jean Lantier

PC - CGT

A la recherche du rassemblement populaire majoritaire

La grève de Renault a permis de concrétiser la nouvelle perspective politique définie par Marchais lors du dernier comité central du PCF. Cette orientation est aussi éloignée des intérêts des travailleurs que celle pratiquée jusqu'en juillet au gouvernement.

La grève de Renault vient à point nommé pour le PCF. Elle lui permet de concrétiser ce qu'est cette innovation appelée « nouveau rassemblement populaire majoritaire », perspective avancée par Marchais au dernier comité central.

De quoi s'agit-il ? « Faisons attention de ne pas séparer les choses : le combat sur les revendications et d'autre part l'économie avec une réflexion sur la stratégie. Il y aura beaucoup à faire avec les conseils d'ateliers. C'est là qu'on trouvera la base du rassemblement. » Ainsi parlait Roger Sylvain, administrateur de la régie Renault à la réunion des cellules PCF des entreprises nationalisées, le 6 octobre 1984.

C'est bien ce que firent le PCF et la CGT lors de la grève Renault. Revendiquer avec les travailleurs la prime intégrale, la progression des salaires et l'abandon des perspectives de licenciement. Et, en même temps, proposer une stratégie industrielle alternative à celle du P-DG Hanon.

Les quatre piliers de cette orientation sont : investir en France, partir de la gestion des entreprises, connecter les filières françaises entre elles, relancer la production en adaptant le personnel aux nouvelles machines.

Investir français

Dans la lettre aux cadres de l'automobile, rédigée par Philippe Herzog, l'économiste du bureau politique du PCF, parue dans *l'Humanité* du 21 août, l'exemple pris était celui... de Fiat. « J'observe que Fiat a abandonné ses activités aux Amériques, recentré son développement sur l'Italie et ses efforts commerciaux sur l'Europe, que monsieur Agnelli met de l'argent dans son groupe. »

Roland Leroy, dans son éditorial le surlendemain, insistait bien sur ce point : « Mais la réalité est là que cela plaise ou non. Les actionnaires de Fiat, à la différence de ceux de Peugeot, ont mis des fonds dans leur affaire. »

La base des propositions du PCF réside dans la relance des investissements sur le sol national, pour reconquérir d'abord le marché intérieur. Cette orientation le conduit, comme pour Renault, à exiger le rapatriement des travaux de l'étranger, à contester les investissements faits aux USA.

Rien de nouveau... sauf que le nouveau rassemblement populaire majoritaire (la « ligne » désormais) est axé sur la défense de l'industrie française, quelle que soit sa conséquence sur l'emploi.

Car la lettre de Herzog aux cadres de l'automobile sonne aux oreilles comme celle du plan Hanon : « L'avenir des entreprises doit se fonder sur l'élaboration de plans d'emploi incluant non pas simplement des départs en pré-retraite ou des formations de reconversion (...) mais surtout sur des qualifications pour tous (...) avec des possibilités de changement d'emploi à l'intérieur du groupe. »

La même proposition, investir français, est reprise par la fédération CGT de la métallurgie, dans la *Vie ouvrière* du 1^{er} octobre : « Les investissements à l'étranger, les moyens financiers n'étant pas extensibles à l'infini, se font au détriment des usines françaises. » Comme Herzog fin

août, la *Vie ouvrière* réclame des modèles bas de gamme : « Où sont les équivalents français des Uno, Fiesta ? », dit Y. Audève de l'hebdomadaire cégétiste.

Investir en France, est-ce une garantie pour l'emploi ? Les chiffres avancés par la CGT parlent d'eux-mêmes : en 1970, un salarié produisait 10,7 véhicules. En 1983, il en faisait 14,3. La productivité a augmenté de 34 % depuis 1960, la masse salariale, elle, diminue de manière inversement proportionnelle.

Un patron français, répondant au souhait du PCF, investirait pour améliorer la productivité, donc en supprimant l'emploi. Ce que font Hanon et Calvet aujourd'hui dans l'automobile.

Gérer français

Fondé sur l'existence d'un intérêt national, le « nouveau rassemblement populaire majoritaire » entraîne le PCF à pousser ses tentatives d'insertion dans la gestion des entreprises. La lettre d'Herzog aux cadres de l'automobile appelait de ses vœux « un débat de gestion » qui concerne « l'opinion publique, tous les travailleurs et les responsables concernés », c'est-à-dire les patrons eux-mêmes.

La réunion du 6 octobre des cellules des entreprises nationalisées portait comme titre « Pour l'emploi, la modernisation, libérer la gestion des nationalisés de la dictature de la rentabilité financière ».

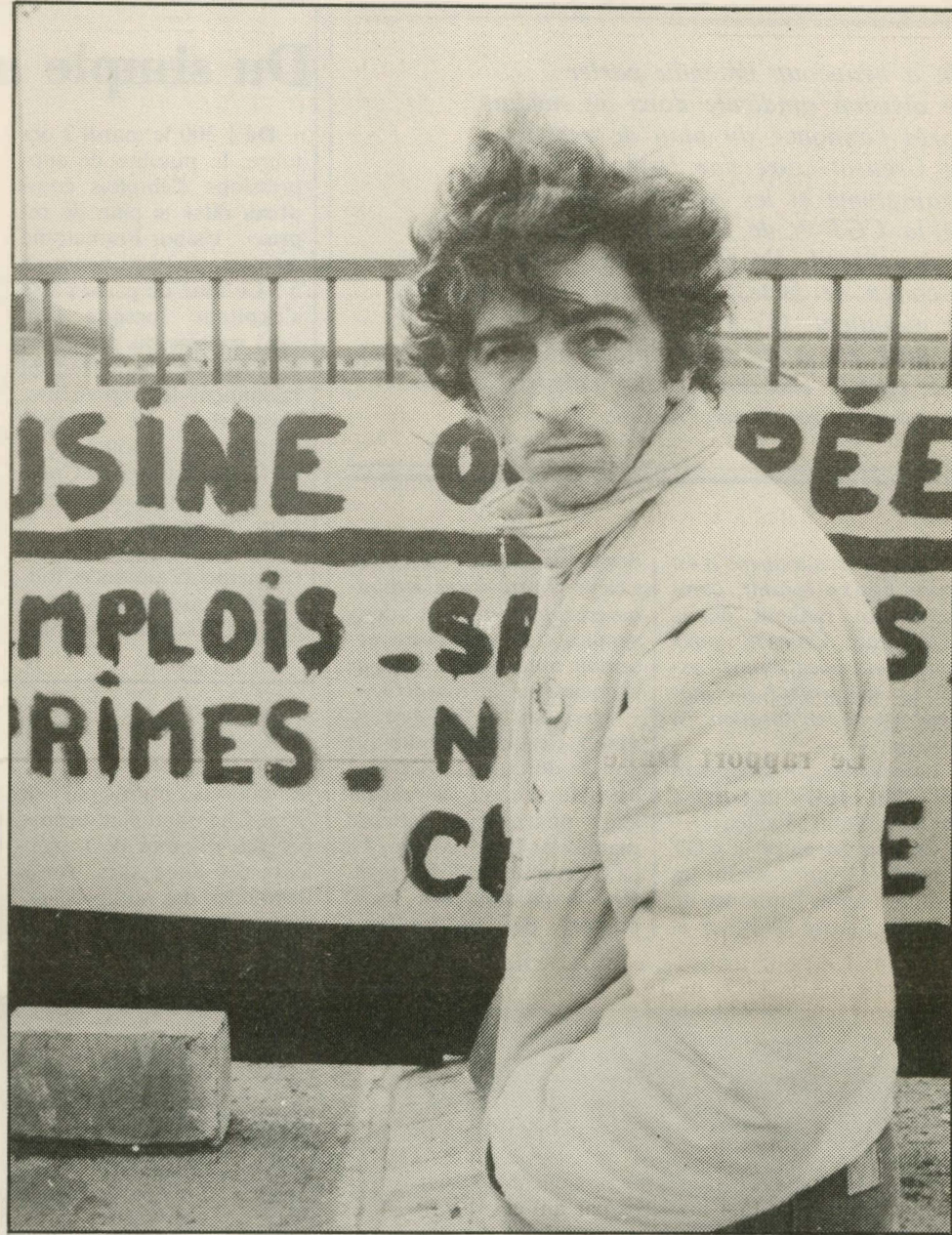
Le débat de cette réunion, retracé dans *l'Humanité*, a précisé encore le cap pris : « Par une série de luttes appropriées, les travailleurs doivent renverser l'axe actuel de la gestion », dit Tibéri d'Usinor Longwy. « La question majeure, c'est gérer autrement pour augmenter l'efficacité », explique J.-C. Gayssot, responsable entreprises du bureau politique du PCF. « L'ensemble des propositions exige de faire reculer tout un mode de gestion financière cherchant à faire de l'argent pour de l'argent », explique Claude Billard, du comité central, responsable du secteur « nationalisées ». Pour Gérard Alezard, également membre du comité central et du bureau confédéral de la CGT, « la question des nationalisées » est à envisager soit « comme des éléments de gestion de la crise, soit des éléments anticipe ».

Nouvelles solidarités françaises

Gérer, disent-ils, mais comment ? « Nous défendons l'autonomie de gestion qui a, selon nous, pour but une participation réelle de tous les intéressés », dit Billard. Etablir « des relations nouvelles entre les salariés, pour faire naître un collectif de travail nouveau dépassant les catégories sans les nier ».

Nous rentrons dans le vif du problème : ce nouveau rassemblement cette nouvelle gestion empruntent de manière frappante, ses thèmes au recentrage CFDT.

J.-C. Gayssot parle de « solidarités nouvelles pour l'emploi, pour la reconquête du marché intérieur, pour le développement d'activités nouvelles ». Billard explique son intention de « reconstruire de nouvelles



cohérences économiques et de nouvelles relations sociales plus responsables et moins aliénantes ».

Pour le PCF, il s'agit de mettre ces « nouvelles solidarités », oh pardon !, de mettre ces « solidarités nouvelles » au service de la connexion des filières entre elles. « Coopérations entre entreprises françaises », « mettre en œuvre une solidarité entre entreprises nationalisées et PME, entre les organismes financiers... et l'industrie ».

Herzog ne proposait rien d'autre que d'améliorer la coopération entre Peugeot et Renault, pour lutter contre les accords entre firmes japonaises, italiennes ou allemandes. Herzog proposait également une coopération Renault-Peugeot pour créer des usines d'équipements et de sous-traitance en commun.

Pour la *Vie ouvrière*, il faut former le personnel aux nouvelles machines afin de répondre à la concurrence étrangère en qualité et en prix à l'achat.

Bref, dit Gayssot, « il faut passer des nationalisations étatiques à des nationalisations autogérées ». En somme, renchérit

un responsable de la fédération de la métallurgie CGT dans la *VO* : « Il faut revoir cette stratégie internationale qui se fait au détriment des investissements, des emplois et des réponses nécessaires aux besoins de la clientèle en France. »

Dérive française

Le PCF et la CGT veulent donc conjuguer revendications immédiates et systématisation des contre-propositions industrielles.

Le cours actuel n'est pas l'agression systématique de la social-démocratie et la relance à tout prix des luttes. Le point d'équilibre du PCF, difficile à tenir, est un compromis entre la prise de distance envers le PS et l'accentuation de la ligne proche du PC italien. Cette orientation est aussi éloignée des intérêts des travailleurs que celle pratiquée jusqu'en juillet au gouvernement. En fait, elles sont voisines.

Jean Lantier

A PARAÎTRE

Une brochure de la LCR (10 francs)

Battre l'austérité

Affirmer une gauche anticapitaliste

Passez vos commandes

CREUSOT - LOIRE

Frapper fort, ensemble

On a beaucoup entendu parler de division syndicale dans les médias après l'annonce du plan de reprise de Creusot-Loire par Usinor et Framatome et les réactions divergentes de la CGT et de la CFDT du Creusot à son égard. En fait, même si elle a connu de fortes secousses, l'unité d'action se maintient. C'est vital, au moment où la lutte est à un tournant, et où une riposte coordonnée sur l'ensemble du groupe est indispensable.

« Lutter séparément n'est même pas envisageable, commente un militant de la CFDT du Creusot, pour nous cela reviendrait à casser le mouvement au moment où la mobilisation est décisive. »

Les médias ont largement fait écho — avec une certaine délectation d'ailleurs — de la tension entre la CGT et la CFDT qui a atteint les sommets après l'annonce du plan de reprise d'Usinor et

devait participer. La CFDT s'élève contre « une attitude inacceptable ». Les deux syndicats se retrouvent ensemble autour de la table de négociations le mardi 9.

Mercredi 10 octobre au matin, c'est dans l'unité que doit se dérouler au Creusot une journée où les travailleurs pourront à nouveau manifester leur colère. La CGT comme la CFDT rejettent le pseudo plan social proposé par les pouvoirs

Du simple au double

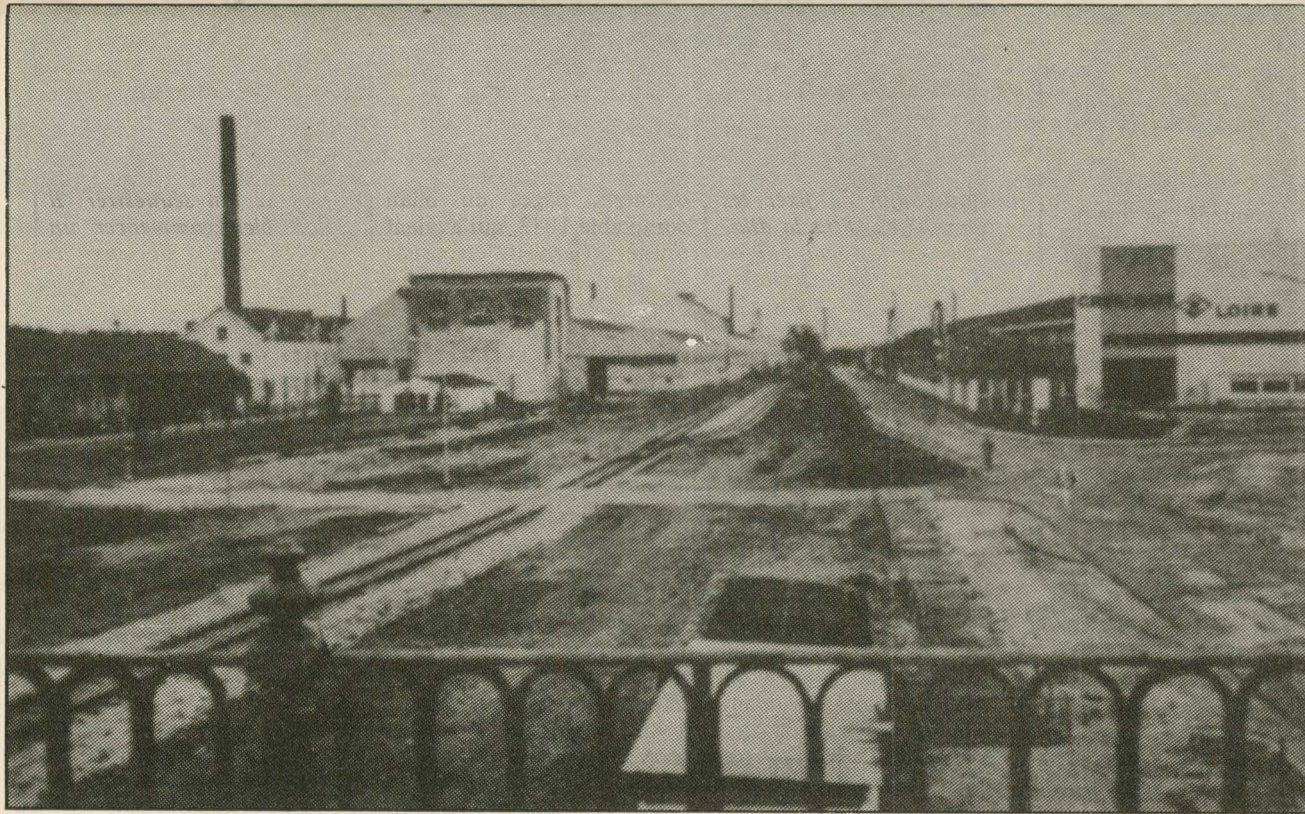
De 1 300 le mardi 2 octobre, le nombre de suppressions d'emplois comprises dans le plan de reprise Usinor-Framatome est passé à 2 600 vendredi 5 ! Ce tour de passe-passe s'explique lorsque l'on tient compte du périmètre de reprise sur lequel raisonnent les repreneurs, c'est-à-dire du nombre d'unités de production et de filiales du groupe Creusot-Loire concernées par le plan de reprise.

Les 1 300 premiers licenciements annoncés touchaient essentiellement le site du Creusot, les com-

pléments apportés le 5 octobre étendent les dégâts : au siège parisien du groupe où 230 emplois sur 360 seraient supprimés ; à l'usine de Nantes avec 370 suppressions de postes sur un effectif de 620 personnes ; aux usines Creusot-Marel à Rives de Giers avec 170 emplois supprimés sur 580 et Pinguely à Saint-Chamond où 230 postes sur 280 seraient liquidés. Ces chiffres ne tiennent toujours pas compte de filiales telles que Clecim (Saint-Chamond), Delattre-Levi-viers (Valenciennes)...

le conseil municipal de Saint-Chamond était occupé par des dizaines de travailleurs des deux sites, venus demander des comptes, exprimer leur refus de tout at-

reprise, le plan Five-Lille avec ses 2 500 suppressions d'emplois. C'est toujours l'action de masse, unitaire qui peut faire entendre aux pouvoirs publics l'exigence



de Framatome (voir encadré). La CGT en rejette le contenu industriel et les conséquences sociales, la CFDT « ne veut pas prendre le risque de rejeter un plan qui a toutes les chances d'être le dernier », tout en jugeant les licenciements programmés « totalement inacceptables ». L'escalade de la polémique entre les deux syndicats s'envenime. Du Creusot à Paris où la CGT après avoir quitté la table des négociations mardi 2 octobre, occupe lundi 8 la délégation à l'emploi, empêchant la tenue de la réunion à laquelle la CFDT

publics, et les stages de formation qui ne débouchent sur rien. L'intersyndicale plie, mais n'a pas rompu.

Dans la vallée du Giers (près de Saint-Etienne), à Rives-de-Giers et Saint-Chamond, l'exaspération des travailleurs est identique, dans les deux sites de Creusot-Loire. Les travailleurs de Rives-de-Giers ont occupé vendredi 5 le bureau du député PS absent. Il devait pourtant leur rendre compte des démarches entreprises à leur demande auprès du ministère de l'industrie pour la sauvegarde de leur emploi. Lundi 8, dans l'après-midi,

tentisme et leur exigence d'une action à la hauteur.

Lutter ensemble

La lutte à Creusot-Loire est à un tournant. Il va falloir frapper très fort pour faire plier les pouvoirs publics, empêcher tout licenciement. C'est l'action de masse depuis plusieurs semaines, qui a mis Le Creusot au devant de la scène, et contraint le gouvernement à remiser dans ses placards le premier plan de

des travailleurs de Creusot-Loire qui reste claire et nette : pas un licenciement. La coordination des actions entreprises sur tous les sites du groupe est plus que jamais indispensable, elle est vitale.

« Il n'est pas question, déclarait Edith Cresson mardi 9, de remettre en cause le plan industriel proposé par Usinor et Framatome. » « Il n'est pas question, doivent répondre les travailleurs, que la reprise de Creusot-Loire soit accompagnée d'un seul licenciement. »

Michel Morel

DE NOS CORRESPONDANTS

PARIZOT
Licenciements
racistes

L'entreprise Parizot, à Ay-doualles (Vosges), PME de 94 salariés est spécialiste de l'exportation (gazoduc sibérien, Algérie, Lybie...) Pour le patron de choc Virion, candidat UDF, attaché au secrétariat au Commerce extérieur, c'est « l'ouverture de la chasse aux cochons basanés » : treize licenciements dont onze Maghrébins, pré-

sents pour la plupart depuis la fondation de l'entreprise. En 1982, il licenciat le délégué CGT et expulsait le secrétaire de la CGT venu soutenir une lutte ; aujourd'hui il menace le secrétaire départemental et régional FO, Marcel Metz : « Vous êtes pire que la CGT ». Ces exactions racistes et antisyndicales fréquentes dans les PME vosgiennes ne sont plus supportées par les travailleurs maghrébins. Ils sont soutenus par FO, la CGT, la CFTC et l'ASTI. Les militants de la LCR participent au développement de la solidarité.

ROISSY
EXPLOITATION
Succès
d'une lutte

Les manutentionnaires et bagagistes de l'aéroport de Roissy se sont mis en grève pour deux revendications

principales, l'embauche de personnel et les points additionnels prévus pour les salaires de la catégorie 1. Après de nombreuses actions et un débrayage massif ce week-end, malgré la menace d'intervention des CRS, ils ont obtenu gain de cause sur la création de postes. Les revendications salariales par contre n'ont pas été satisfaites.

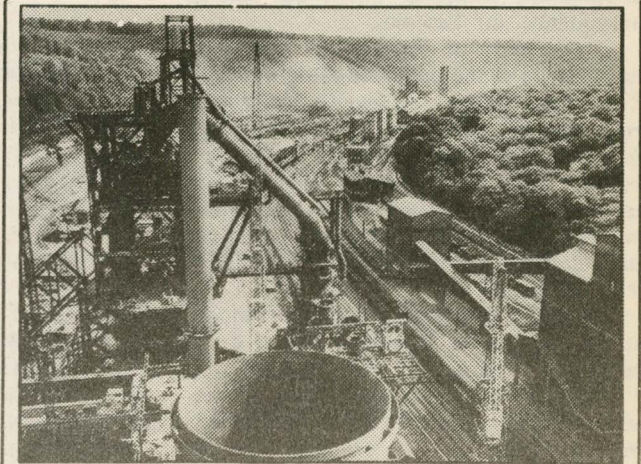
SIDERURGIE
LORRAINE
Ça dégraisse
encore

A nouveau, la Lorraine dans la rubrique des suppressions d'emplois. Les coupes claires opérées dans les effectifs de la sidérurgie en 1982 et 1984 n'avaient donc pas suffi. Unimétal — regroupant les secteurs produits longs d'Usinor et de Sacilor — prévoit 3 850 suppressions supplémentaires sur Gandrange (Moselle). Au total, sur 21 500 emplois en 1982, il n'en resterait que 8 000 en 1987 sur Gandrange, Neuves-Maisons et Longwy. Et encore ! Sur ce dernier chiffre, on parle de « haut-fourneau social », en clair, le patronat retarde la liquidation par crainte de ceux de Longwy.

Et ce n'est pas tout. La direction prévoit aussi la filialisation de diverses activités de production qu'elle mettrait en concurrence, pouvant ainsi liquider ce qui ne lui paraît pas assez rentable. Les travailleurs, d'autre part, n'auraient pas les mêmes droits dans toutes les filiales. Ils ne peuvent qu'y perdre et la division y gagner. L'annonce de ces mesures — qui ne sont pour l'instant qu'un projet en discussion avec

les syndicats — n'a pas vraiment surpris. On s'attendait en Lorraine à ce que la patronat aille encore plus loin qu'en mars dernier dans la réduction des effectifs. Le mécontentement est profond cependant.

D'autant que dans le même temps, les emplois de remplacement se font attendre. Il y a même de mauvaises nouvelles. Renault réduit ses projets en Moselle, Thomson ne créera que 150 emplois à Longwy au lieu des 300 prévus... Aussi les premières réactions au « plan acier bis » sont-elles négatives. Même de la part du PS de Moselle qui demande une amélioration. Les syndicats espèrent obtenir des aménagements lors des discussions mais ne mobilisent guère pour cela. La CGT appelle à une très vague journée de protestation pour le 12 octobre — elle en a fait une en septembre qui est passée inaperçue. La CGT de Longwy a proposé que ce jour-là, il y ait une manifestation lors de la rencontre entre le P-DG et les syndicats. Elle risque de se retrouver seule à Rombas. Pourtant, tous les bassins sont touchés, tous les travailleurs en Lorraine sont concernés, pourquoi ne pas choisir la voie de l'unité pour l'action, pourquoi attendre ?



POUPEES BELLA

Berchet prend les milliards et se tire

Pour sauver leur emploi, les ouvrières de Bella démasquent les agissements frauduleux de leur patron. Le gouvernement, qui a soutenu celui-ci financièrement pendant deux ans, se tait.

● De notre envoyée spéciale

Perpignan, dans les Pyrénées orientales, à trente kilomètres de la frontière espagnole. L'entreprise Bella, occupée par les ouvrières et ouvriers est un élément familier dans la vie des perpignanais. Moins de dix-huit mois avant, les travailleurs avaient déjà mené une longue lutte contre la suppression des emplois. C'était en 1982, juste après l'élection de Mitterrand. Le gouvernement avait alors favorisé le fameux « plan Berchet » avec force aide financière (onze millions de francs publics) qui devait sauver les poupées Bella et maintenir à peine plus de trois cents emplois sur un

millier. Une majeure partie des licenciés étaient « embauchés d'avance » dans un hypermarché dont la construction fut avancée, toujours sur intervention du gouvernement.

En rentrant de vacances, cette année, les trois cent quinze « rescapés » du « dégraissage » de 1982 ont eu une drôle de surprise : un mauvais film déjà vu, un nouveau dépôt de bilan. « On a peine eu le temps de rentrer de vacances et d'inaugurer la nouvelle usine qui a coûté si cher. On y a travaillé même pas trois jours. » Pierre, le secrétaire de la section CGT, explique : « On s'attendait bien

à ce qu'il y ait des problèmes, vu la mauvaise gestion. Ça fait d'ailleurs un moment qu'on demande un contrôle des pouvoirs publics. » « Mais on pensait que les problèmes arriveraient à la fin de l'année puisqu'il restait deux milliards de centimes de commandes. Et puis, la nouvelle usine... »

Qu'a fait le gouvernement ? Il a proposé une rallonge de quatre millions de francs à Berchet ! Quant aux ouvrières, elles devaient travailler jusqu'au 15 octobre. C'en était trop : « ils nous prenaient vraiment pour des cons ! Pour nous, cela signifiait le chômage fin octobre au lieu de fin septembre. Et en plus il fallait travailler pour Berchet, lui permettre ainsi d'empêcher de l'argent public en supplément ! »

Les trois syndicats, CGT, CFDT et CFTC dans l'unité ont appelé à une assemblée générale des travailleurs qui a décidé la grève. Depuis, l'usine est arrêtée à cent pour cent. Depuis, les « Bella » à majorité femmes manifestent quasi quotidiennement à Perpignan pour essayer de se faire entendre.

Le gouvernement et les pouvoirs publics refusent toujours toute négociation et ne manquent pas une occasion d'envoyer les CRS. Le 26 septembre, à la suite d'une manifestation devant la Maison du tourisme de Perpignan, plusieurs travailleurs ont dû être hospitalisés.

« Nous avons trois revendications : nous demandons la poursuite du règlement judiciaire jusqu'à ce qu'une solution durable et préservant tous les emplois soit trouvée ; la mise en place d'une table ronde avec toutes les parties prenantes du plan Berchet (gouvernement, municipalité). Et enfin nous demandons la constitution d'une commission d'enquête

« Une situation explosive », explique le secrétaire de l'UD - CFDT

Le secrétaire de l'UD-CFDT des Pyrénées orientales, présent pour soutenir les travailleurs de Bella a bien voulu accorder un entretien à Rouge. Nous vous en présentons quelques extraits.

« L'UD-CFDT et le bureau de l'UD-CFDT soutiennent les trois revendications des travailleurs de Bella, partant du principe que nous avons toujours promu l'unité d'action avec les autres syndicats. Face au patronat, l'unité syndicale est un élément décisif. On ne se substitue ni aux sections syndicales ni aux assemblées générales du personnel. On appuie la revendication de maintien de tous les emplois avec d'autant plus de force que l'on va avoir dans le département avant la fin de l'année près du quart de la population active au chômage. »

« C'est une situation explosive qui entraîne une augmentation de la délinquance — on ne peut pas vivre avec mille francs par mois — et qui permet que se développe le racisme. Dans

une telle situation, les « solutions » de Le Pen qui en appellent aux sentiments primaires marchent bien. A Perpignan, il a fait 20 % aux dernières élections européennes »

« Pour la CFDT, la preuve est faite aujourd'hui que le refus ou les réponses dilatoires du gouvernement à ce que toute la lumière soit faite sur le groupe Berchet avait pour objectif de laisser pourrir la lutte des travailleurs. Il est plus facile aujourd'hui pour le gouvernement de couvrir un capitaliste comme Berchet qui s'engraisse avec l'argent public que de trouver une solution pour les ouvriers de Bella dont les salaires sont équivalents au SMIC. Pas étonnant dans ces conditions que l'amertume, le désespoir s'empare des travailleurs qui l'ont porté au pouvoir. »



publique, afin de fixer les responsabilités dans la dilapidation de l'argent public. Car c'est d'un véritable détournement de fonds publics dont il s'agit ! »

Sans compter l'histoire de la « Marie-Martine », la poupée voyageuse, fabriquée à Hong-Kong, une authentique Bella « made in France » pourtant. Mais les travailleurs de Bella ne l'ont jamais vue ! L'entreprise de Perpignan n'en bénéficie pas d'un centime. Un cas caractérisé d'usurpation de marque !

Ce samedi-là, preuves en mains, les travailleurs jubilaient. Ils avaient eu raison. En « récupérant » les

dernières pages du bilan comptable 1983, qui avaient mystérieusement disparues au moment de sa présentation devant le CE, ils avaient maintenant les moyens de prouver « la confusion des masses », c'est-à-dire que l'argent donné pour Bella avait servi à l'ensemble du groupe Berchet. Pendant que l'expert comptable de la CGT épluche les papiers et que les millions défilent, « l'entreprise Bella a donné ou prêté quatre cent cinquante millions de francs au groupe Berchet. Plus, ici, vingt millions par mois... » Deux ouvrières qui ont participé à la garde de nuit de l'usine laissent éclater leur colère :

« Pas étonnant qu'on ait plus de sous ! Et Berchet à Oyonnax, dans l'Ain, c'est un nabab ! »

Sous la colère, la volonté d'en découdre transparait, les rappels de leur lutte fusent spontanément. « Le jour où on les a séquestrés, ils nous ont envoyé cent quatre-vingts CRS. Il y en avait partout, comme des mouches. Alors qu'on n'était que vingt-sept ouvriers ! » « Faut dire qu'on avait du beau monde. Berchet, les deux directeurs, le président du tribunal de commerce. » Et d'ajouter avec un soupçon de fierté dans la voix : « Il paraît que c'est la première fois qu'un président de tribunal de com-

merce se fait séquestrer. Il fallait bien commencer un jour ! » « Et devant la préfecture. Le préfet ne voulait pas nous recevoir. On a cassé toutes les vitres, alors il nous a reçus. Comme ça, la prochaine fois, on saura comment s'y prendre pour se faire entendre ! »

Pour le moment, grâce aux preuves qu'ils ont accumulées, les travailleurs ont réussi à faire repousser momentanément la décision juridique de mise en liquidation de l'entreprise.

Pouvoirs publics et gouvernement font toujours les morts. Bien qu'une commission d'enquête ait été nommée à Matignon, les ouvriers n'ont encore vu personne sur place. Ce qui met la députée socialiste locale, Soum, dans une position de plus en plus inconfortable.

La journée « portes ouvertes » qu'ils ont organisée ce dimanche 7 octobre a connu un très grand succès, montrant bien que le soutien des travailleurs et de la population perpignanaise se renforce autour des « Bella ». Depuis lundi, ils ont décidé de reprendre la production pour montrer leur volonté de faire vivre leur outil de travail et faire pression pour l'ouverture de négociations.

Sonia Folloni

Il faut la grève générale des fonctionnaires

Ce qui est dû est dû

Ce n'est pas sans raison que les fonctionnaires sont exaspérés : postes bloqués, conditions de travail détériorées, pouvoir d'achat en baisse. Tel est le résultat de l'austérité gouvernementale et de l'inaction des directions syndicales.

Depuis le 1^{er} janvier, l'indice INSEE accusait en août une hausse de 4,9 % du coût de la vie. L'indice CGT la chiffrait à 5,7 %. En fin d'année, elle sera plus près de 8 % que de 7 %.

Aussi, quand le gouvernement annonce 2 % au 1^{er} novembre et pas plus on voit bien que le compte n'y est pas. Il manque depuis des mois 4 ou 5 %, et il en manquera plus en décembre pour mettre les salaires au niveau où ils devraient être s'ils étaient indexés au coût de la vie.

Cela signifie que, mois par mois, les pertes se sont ajoutées les unes aux autres. Le phénomène dure depuis fin 1981. Et un calcul, fait en mars dernier, montrait que la perte en masse salariale correspondait dès fin décembre 1983 à 1 400

francs pour l'indice 254, 1 500 francs à l'indice 282, 1 850 francs à l'indice 344. On pourrait continuer la liste. Et compléter ces chiffres avec les pertes au titre de l'année 1984. On aurait ainsi la somme de tout ce que le gouvernement a détourné de la poche des salariés de l'Etat vers les caisses patronales.

Voilà déjà une approximation de ce qui est dû : ce qui aurait dû être donné, automatiquement.

Pour masquer cela, le gouvernement déforme la réalité : il compte dans l'augmentation au titre du coût de la vie les augmentations au titre du « GVT ». Expliquons : les fonctionnaires peuvent voir leur salaire individuel augmenter au titre de promotions individuelles (« glissement »), ou au titre du



vieillesse (« changement d'échelon »), ou encore au titre de la technicité (nomination à des postes spéciaux entraînant un supplément de salaire). Si cela compte comme défense du pouvoir d'achat, on n'y comprend plus rien : il faudrait que le pouvoir d'achat soit maintenu par le fait que les fonctionnaires le paieraient eux-mêmes en renonçant, de fait, aux droits liés à l'ancienneté ! Ou au cours général de leur carrière !

Depuis 1981, la politique d'austérité a coûté cher ! Il faut remonter de près de dix ans en arrière, démontrait *Rouge* du 21 septembre, pour retrouver, en novembre 1974, un niveau de pouvoir d'achat aussi bas que celui qui va correspondre à la feuille de paie de ce mois de septembre.

Tout ce passe en effet comme si les baisses successives depuis 1979, malgré le coup de pousse de 1981, avaient effacé la hausse des cinq années 1974-1979.

A la fin de cette année-ci, nous en serons vraisemblablement à une perte de 10 % depuis fin 1978 : 3,2 % jusqu'à la fin 1983, dont 2 % depuis 1981, auxquels s'ajoutent 4 ou 5 % pour 1984. C'est ce que Gattaz appelle « tenir les salaires » et ce que Le Garrec appelle « une décision courageuse ».

Quel courage ? Celui de s'attaquer au pouvoir d'achat de salariés ? Et de salariés dont 80 % sont au-dessous de deux fois le SMIC revendiqué ?

Pourcentage des salariés suivant les niveaux de salaire

Secteur public			
catégorie (2)	indice (1)	avec Ed. nat.	sans Ed. nat.
D	223	6 %	4 %
C	265	35 %	59 %
B	335	33 %	25 %
A	492		
A'	685	27 %	13 %
A	870		

Secteur privé

Au-dessous et jusqu'à
1 fois le SMIC... 10 %
2 fois le SMIC... 66 %
4 fois le SMIC... 95 %

1. Le salaire se calcule en multipliant la valeur du point (actuellement 20,50 F) par l'indice. Les indices ici indiqués sont les moyennes par catégorie.
2. Au-dessus de la catégorie A, l'échelle « Lettres » regroupe environ 1 % de hauts cadres dont les indices vont de 870 à 1536, et qui doublent leurs salaires avec leurs primes.

« Je vous fais cadeau... d'une partie de ce que je vous devais. »

Belle illustration des mensonges de l'Etat-patron : ce que le gouvernement prétend avoir « donné aux fonctionnaires en 1984 ». Fabius et Le Garrec additionnent : 500 francs en janvier, 2 % baladeurs pour la catégorie A. 1 % en avril. Et il vient d'y ajouter 2 % en novembre. Dans le détail, rien de cela n'est vrai.

Les 500 francs de janvier 1984 correspondent à la « clause de sauvegarde » pour 1983. En réalité, elle était loin du compte : pour 5 % de perte fin 1983 (depuis juin 1982), ces 500 francs équivalent à 0,5 % ou 1,5 % du salaire des fonctionnaires, selon les catégories. Les 2 % pour la catégorie A représentent le rattrapage au titre du blocage des salaires de juin 1982. Les autres catégories se sont vu reverser en décembre 1982 pour les catégories C et D et en avril 1983 pour la catégorie B.

Compte tenu des pertes du pouvoir d'achat non couvertes par la clause de sauvegarde versée en janvier 1984 (500 francs), le 1 % d'avril ne peut

être considéré que comme une partie du rattrapage de 1983. Cela n'a pas empêché Le Pors d'affirmer le 27 mars dernier que « Ce 1 % est versé au titre de 1984. »

Le gouvernement englobe aussi dans cette « progression de la masse salariale proche (selon lui, NDLR) de l'inflation » les quelques mesures de reclassement des catégories C et D.

La progression « en masse » de l'enveloppe financière pour les salaires des fonctionnaires contient ainsi tout et le reste.

Pour ce qui concerne les augmentations proprement dites, rien n'a été versé, au titre de 1984, avant l'augmentation prévue pour novembre. On est donc autorisé à additionner les pertes depuis le début de cette année avec le manque à gagner des années précédentes.

Quant au gouvernement, il se comporte comme quelqu'un qui, n'ayant pas payé ses dettes une année, se vanterait des « cadeaux » qu'il fait, l'année suivante, à ceux qu'il rembourserait d'une partie de ce qu'il doit.

Tous ensemble pour gagner

Gattaz félicite le gouvernement. Le patronat de la métallurgie affirme qu'il prendra modèle sur la politique salariale de la fonction publique. En faut-il plus pour comprendre que les fonctionnaires doivent se défendre ? N'est-il pas clair que leur combat est décisif pour l'ensemble des travailleurs ?

Un ultimatum adressé au gouvernement par les syndicats de fonctionnaires, c'était vraiment la moindre des choses. La CGT et FO ont bien eu raison de l'affirmer ; la FEN se doit de s'y joindre ; la CFDT ne peut en rester à l'écart. Mais chacun le sait, cela aurait été vrai tout autant à l'encontre de Le Pors que de Le Garrec. Aussi, pas d'illusions ! Personne ne veut recommencer la triste comédie de février et mars dernier, où les journées d'action se succédaient sans aboutir à un résultat substantiel. Et chacun soupçonne les manœuvres des directions nationales les unes contre les autres. Aucune ne peut se permettre de se couper davantage de sa base dans la situation actuelle. Mais il ne serait pas étonnant par ailleurs qu'un langage de fermeté puisse couvrir une tactique subtile de division. Et la direction de la CFDT (UFFA :

Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés) doit bien tenir compte d'une base qui, déjà il y a quelques mois, l'avait publiquement désavouée en participant à des actions qu'elle condamnait.

L'essentiel n'est pas là. En fait, une proposition d'action intersyndicale, par exemple le 25 octobre, sur les revendications des fonctionnaires, est une bonne occasion de réagir. En affirmant, partout à la base, ce que veulent les travailleurs de la fonction publique. Aucune tactique de division ne peut être tolérée. Et aucun blanc-seing ne peut être donné aux directions nationales.

Ce qui est à l'ordre du jour, pour répondre à un Le Garrec prétendant que l'action ne le fera pas fléchir, c'est une grève générale de la fonction publique. Elle est possible. A condition de la préparer partout à la base. Qu'el-



le ait lieu avant la fin du mois d'octobre. Qu'elle s'accompagne du refus de siéger pour les salaires de 1985 tant que ceux de 1984 (et de 1983 et 1982) restent non résolus. De ce point de vue, le fait que certaines organisations (comme la FEN et sans doute la CFDT) acceptent de retourner discuter avec le ministère, réduit singulièrement la portée de l'action qu'elles envisagent. Et surtout, la mobilisation ne doit pas se borner à une « grande journée d'avertissement ». Les députés qui vont discuter le budget, comme le gouvernement qui décide de cette politique salariale savent parfaitement ce qu'ils font : ils servent les intérêts de Gattaz et consorts.

Ce qu'il faut, c'est un véritable rapport de forces. Du coup, en préparant la première date proposée par les fédérations de fonctionnaires, il s'agit d'affirmer : « Nous exigeons une véritable grève générale de la fonction publique, non limitée à une "24 heures" ». Il faut en ef-

fet un plan de mobilisation, large, d'ensemble, prolongé. Il faut une lutte pour gagner.

Ce sont de telles propositions qui sont à l'ordre du jour, aujourd'hui et demain, dans toutes les entreprises de la fonction publique. De façon à ce que les directions nationales soient contraintes de tenir compte de la volonté des salariés. Et qu'on ne fasse pas aux fonctionnaires le coup traditionnel : « Vous êtes des nantis parce que vous avez un emploi ». En fait, l'expérience des quatre années écoulées, comme les récentes déclarations de Gattaz et du patronat de la métallurgie prouvent une chose : les sacrifices subis par les fonctionnaires servent à imposer de rudes coups à toute la classe ouvrière, tant en ce qui concerne l'emploi que les salaires. Oui, une grève générale de la fonction publique est à l'ordre du jour. Il s'agit de la préparer. Et de créer partout les conditions pour la soutenir.

P. R.

Des objectifs clairement unitaires

Pour unir les fonctionnaires dans la défense du pouvoir d'achat, il faut commencer par cesser de raconter des bêtises sur « l'éventail hiérarchique impressionnant » (voir le tableau ci-contre). Il faut aussi définir des revendications communes.

Depuis le mois de juin 1982, c'est de 10 % que le pouvoir d'achat des salariés de la fonction publique a baissé. Voilà les mauvais coups qu'il s'agit d'annuler. En rattrapant les pertes. Et en mettant les salaires au niveau auquel ils devraient être.

Protéger le pouvoir d'achat, seul un système d'indexation des salaires sur les prix le permet.

Nous devons avec la plus grande vigilance dénoncer les formes actuelles du calcul des augmentations des fonctionnaires : le gouvernement y compte à la fois l'ancienneté, les promotions et le maintien du pou-

voir d'achat alors que le seul calcul honnête consiste à indexer la valeur du point de salaire (20,50 francs actuellement). Ce qui, compte tenu du retard de 10 %, consiste à porter la valeur du point à 22,55 francs.

En même temps, il faut s'attaquer au scandale des bas salaires de la fonction publique. Aujourd'hui, le salaire de base y est à peine de 5 % supérieur au SMIC, alors que sa définition réglementaire le fixe à 20 % de plus que le SMIC : l'Etat-Patron prend pour modèle les petits patrons rapaces du SNPMI !

Pour changer cela, l'augmen-

tation du pouvoir d'achat dans la fonction publique doit prendre la forme d'une revalorisation de trente points (soit 600 francs environ avec une valeur du point de 20,50 francs) pour les catégories D, C et le bas de la catégorie B (avec, ensuite, un système dégressif pour les plus hauts échelons).

Ces revendications des travailleurs de la fonction publique sont celles de toute la classe ouvrière. Oui, il faut l'indexation des salaires sur les prix, un système d'échelle mobile garantissant le pouvoir d'achat de tous les salariés couverts par les conventions collectives ou qui devraient l'être. Dans le secteur public comme dans le secteur privé, l'éventail des rémunérations n'est-il pas globalement le même, de une à cinq fois le SMIC actuel (4 000 francs environ) ? Il faut aussi une augmentation des plus bas salaires : 600 francs pour porter le SMIC au niveau promis par la majorité pour 1985.



Imposons une autre politique

Une véritable défense des revendications des fonctionnaires contredit-elle la politique du gouvernement ? Peut-elle mettre en échec ses calculs sur le redressement des profits capitalistes ? Oui, bien sûr ! Et tant mieux.

A tous ceux qui vont venir prêcher « le réalisme », il n'est pas difficile de répondre en effet. Nous payons pour que les multinationales réorganisent à leur façon les conditions de travail et de vie des travailleurs de ce pays. Nous payons pour que Reagan puisse financer sa politique grâce aux mesures d'austérité prises dans les autres pays capitalistes. Nous payons pour que les riches puissent investir plus, et profiter plus.

Or, toute autre politique serait possible si nous avions un gouvernement et une majorité qui cherchent à servir les véritables intérêts des travailleurs.

Des mesures de contrôle du commerce extérieur sont pos-

sibles, tant pour les questions monétaires que commerciales. Elles ne mèneraient en rien à « la catastrophe » comme on cherche à nous le faire croire : depuis quatre ans, en obéissant aux « lois du marché », les gouvernements successifs nous ont en fait mené à la catastrophe augmentée d'une baisse du pouvoir d'achat.

Un contrôle des comptes sur les entreprises est possible. Tant dans le secteur public que privé : pour savoir où sont les richesses, où passe l'argent, et ainsi combattre la propagande haineuse et hypocrite du CNPF et de la droite. Que les banques nationalisées lèvent le secret capitaliste !

On verra alors que ceux qui hurlent le plus fort sont aussi ceux qui spéculent le plus. Et on aura ainsi les moyens de les empêcher de décider des investissements contradictoires aux véritables besoins prioritaires. Ne serait-ce que dans le logement, par exemple, la production s'effondre alors que les besoins sont énormes (1).

Qu'on ne nous dise pas que toute indexation des salaires sur les prix provoque l'inflation. C'est le contraire qui est vrai, à une condition : qu'il soit instauré un contrôle sur les prix. Pas un contrôle pour organiser la concurrence des grandes surfaces sur les petits commerces mais un système de prix imposés et connus de tous.

Qu'on ne nous dise pas non plus que le budget, grâce à l'allègement de 5 % des impôts pour l'année 1985, « corrige » en quoi que ce soit les attaques au pouvoir d'achat des travailleurs.

C'est le contraire qui est vrai : en accroissant la fiscalité indirecte, les taxes (essence...) et les tarifs (téléphone, EDF, SNCF...), Fabius fait payer la grande mas-

se des consommateurs tout en allégeant les impôts les plus favorisés. Souvenons-nous que la gauche n'a pas réalisé la réforme de la fiscalité qu'elle avait promise. Souvenons-nous qu'elle avait demandé trois ans pour la faire et que quatre ans sont passés !

Souvenons-nous aussi que l'indice INSEE est toujours aussi peu représentatif de la consommation populaire que du temps de Giscard. Sans aller plus loin, en effet, qui osera justifier, entre autres, ce chiffre : dans l'indice INSEE, pour un ménage avec un enfant et 10 000 francs le loyer « indexé » devrait, paraît-il, s'élever à 590 francs par mois...

Souvenons-nous aussi que rien n'est fait contre la fraude fiscale des nantis, des vrais, qui représente cent milliards par an selon toutes les estimations.

Ras-le-bol de cette politique. Et tant mieux si une lutte d'ampleur des fonctionnaires la rejette aux oubliettes.

P. R.

1. Voir *Rouge* du 5 août 1984.



DECLARATION DE LA LCR

La FEN menacée d'éclatement

FO réussira-t-elle à capter les voix des enseignants, lors des élections professionnelles du 3 décembre prochain ?

La CGT en tirerait-elle prétexte pour contester à son tour le champ de l'Education nationale à la FEN ? De la réponse à ces deux questions dépend le maintien ou la mort de l'unité syndicale dans l'enseignement.

Par cet appel solennel qu'il a adopté à l'unanimité, le comité central de la LCR, réuni le 7 octobre, veut souligner les enjeux, et provoquer le sursaut. Car rien n'est joué. La scission n'est pas consommée. L'unité peut gagner si sa défense est engagée sans tarder.

La FEN est menacée dans son existence plus gravement qu'à aucun autre moment de son histoire.

Elle est d'abord menacée par la convergence d'intérêts particuliers qui travaillent à faire voler en éclat l'unité syndicale dans l'Education nationale.

La droite regroupe ses petits effectifs autour de la CSEN (Confédération syndicale de l'Education nationale) et de la CGC. Pour imposer la concurrence dans le service public, il lui faut d'abord l'introduire dans le mouvement syndical lui-même.

Diviser la FEN pour diviser l'école : cela ne déplairait pas non plus à la direction de la CFDT et du SGEN, malgré une forte opposition en leur sein.

Aujourd'hui, les coups les plus durs viennent de prétendus défenseurs de l'unité du service public. Force Ouvrière, avec l'engagement personnel et solennel de son secrétaire général, et avec l'appui de toutes ses

structures départementales, tentera de s'imposer lors des élections professionnelles du 3 décembre, où voteront 700 000 personnels de l'Education nationale. FO a déjà de façon systématique, organisé des départs scissionnistes de la FEN.

FO, qui a toujours dénoncé « le piège de l'unité d'action » et encore plus le crime de l'unité organique, choisit délibérément d'enclencher une dynamique de scission, en donnant à la CGT un prétexte pour s'engager à son tour dans la syndicalisation des enseignants.

FO revendique et assume donc son rôle ouvertement destructeur, avec la complicité du PCI dans une opération servant simultanément les intérêts des plus diviseurs, tant parmi les socialistes que parmi les communistes.

L'opération scissionniste montée par FO naît sur la base de la trahison laïque qu'elle

a explicitement appelée de ses vœux. L'initiative de FO procède de la défaite : cela seul suffirait à la caractériser ; elle entend rajouter la division au désarroi. Mais l'opération tente aussi d'exploiter une réaction de découragement parmi les enseignants. Ceux-ci ont longtemps attendu que la gauche engage la construction de l'école unique pour tous les jeunes, et dégage les moyens d'un enseignement de meilleure qualité. Or, la politique suivie depuis le 10 Mai n'a pu que nourrir les déceptions, la tentation du renoncement, et le repli sur des solutions individuelles face aux difficultés du métier. Telle est la réaction que FO veut construire et orienter vers une idéologie élitiste et sélective.

La menace qui pèse sur la FEN est donc le prolongement syndical des capitulations du gouvernement, mises à profit par Bergeron pour ses intérêts d'appareil. Et c'est dans la mesure où la FEN a mal ou n'a pas combattu la politique d'abandon total des gouvernements de gauche, qu'elle s'est rendue plus vulnérable aux agressions qui la visent, et que la responsabilité de sa direction est également engagée.

Le mouvement syndical, en général, et la FEN en particulier, payent cher l'abandon de principes élémentaires du syndicalisme. Rien n'est plus urgent que de les défendre en pratique, contre l'austérité, la capitulation laïque, et la « privatisation » du service public.

Défendre la FEN, c'est se battre pour changer son orientation et son fonctionnement. Mais cela n'est possible que si l'existence du syndicat unitaire est préservée.

C'est pourquoi la LCR lance un appel solennel à toutes celles et à tous ceux qui veulent, quels que soient leurs désaccords

passés, arrêter le jeu de massacre et l'autodestruction du syndicalisme. Elle s'adresse en ce sens aux courants de pensée dans la FEN. Ensemble, nous pouvons empêcher la scission !

**Le 3 décembre,
votez contre la division !**

La scission de la FEN, ce serait, dans chaque établissement, la création de deux ou trois sections de plus se disputant des adhésions globalement en baisse ; ce serait la multiplication des listes aux conseils d'établissement ; ce serait la concurrence de boutiques, et l'écœurement d'un nombre accru d'enseignants, d'agents qui refuseront de « choisir ». Que d'efforts faudrait-il fournir pour réaliser l'unité intersyndicale après avoir scissionné le cadre unique ? Que d'énergie faudra-t-il dépenser pour refaire dans l'action ce qui aura été défait organisationnellement ? Avec la division, les personnels ne seront pas mieux défendus, les intérêts des familles à l'école ne seront pas mieux pris en compte.

La mort de l'unité syndicale servirait ceux qui veulent en finir avec l'unité du service public lui-même, et qui ne rêvent que d'une école de la concurrence et de la sélection. Gagner la bataille de l'unité syndicale, c'est aussi gagner un épisode décisif de la guerre scolaire qui, depuis trois ans, met aux prises deux logiques inconciliables : celle de l'école unique et démocratique d'une part, celle de l'école à la carte et ségrégative d'autre part.

Le 3 décembre, le premier devoir des hommes et des femmes de gauche dans l'Education nationale sera de battre la division.

ENTRETIEN AVEC BERNARD LOISEAU, ADJOINT AU MAIRE DU CREUSOT

L'ombre des maîtres de forges

Bernard Loiseau, membre du Parti socialiste et adjoint au maire PS du Creusot est un ancien responsable de la CFTC, puis de la CFDT de la métallurgie. Il a bien connu l'un des partisans de cette évolution à gauche :

Edouard Morin. Les notes de ce dernier ont été rassemblées dans un livre paru en mai dernier. Bernard Loiseau explique, pour les lecteurs de Rouge, l'engagement social des chrétiens au Creusot, et leur lutte contre le domaine Schneider.

L'action ouvrière avait déjà connu ses heures chaudes dans le triangle Le Creusot, Montchanin, Montceau-les-Mines au XIX^e siècle. Mineurs et métallos menèrent des grèves très dures en 1848. Jean-Baptiste Dumay, ouvrier mécanicien et maire, proclamait en 1871 la commune du Creusot. 1899 et 1900 connaissaient à nouveau une forte activité gréviste.

Puis ce fut le trou jusqu'en 1945. Il n'y eut pas de grève en 1936 dans les usines de la famille Schneider. « Tout l'environnement était soigneusement contrôlé pour qu'il ne se passe rien, explique Bernard Loiseau, chacun devait se soumettre ou se démettre. » En 1925, deux militants, Decreau et Loiseau (le père de Bernard Loiseau), déposent à la mairie la déclaration de fondation d'un syndicat CFTC. « Le lendemain, lit-on dans les notes d'Edouard Morin (une critique de ce livre est parue dans Rouge n°1118), la chose était connue de la direction Schneider, qui[les] fit appeler et les mit en demeure de tout arrêter, faute de quoi ils seraient licenciés. »

La maison Schneider

La maison Schneider est toute puissante. La mesure de cette omnipotence jouera un rôle décisif, au fil des années, dans l'itinéraire politique de ceux qui y travaillent. « Je dois avouer, écrit E. Morin, qu'à l'époque [en 1925] nous avons mis quelque temps à comprendre tout ce qu'elle représentait politiquement, socialement, économiquement. » C'est l'expérience pratique aussi, qui fera ressentir à Bernard Loiseau, une génération plus tard, « le poids de l'affaire », dès l'entrée à l'école, soigneusement encadrée. L'apprentissage est de qualité, on y acquiert un savoir-faire certain, on subit en même temps une mise en condition permanente à « l'esprit de fidélité maison ». « Mon père m'avait alerté — attention, pas embrigadé —, précise Bernard Loiseau, j'ai réalisé sur le tas. Cela devient vite intolérable. »

Bouffée d'air sur la ville, 1924, 1929, Paul Faure, socialiste, est successivement député, puis maire du Creusot. Les barons Schneider font triste mine. A l'extérieur des usines — où le mécontentement profond ne peut s'exprimer — les consciences se sont éveillées, et mûrissent. Commerçants, employés municipaux, travailleurs des petites entreprises locales, fonctionnaires, ont fait un choix politique. Pendant la guerre de 1914, les travailleurs du Creusot ont tissé des liens avec des ouvriers d'autres régions. Ces relations nourrissent aussi des influences politiques. La maison Schneider a été prise de vitesse. Elle mettra du temps à « resserrer les mécaniques ». Mais elle y mettra beaucoup de soin. La gauche ne reprendra la mairie qu'en 1977.

Syndicalisme clandestin

Pour les militants de la CFTC comme de la CGT, c'est la clandestinité, pendant

des dizaines d'années, dans les usines des maîtres de forges. La Seconde Guerre mondiale éclate. C'est la résistance et l'unité d'action des années noires. La Libération marque la fin d'une époque : les syndicats peuvent enfin apparaître ouvertement chez Schneider. « Charles Schneider convoqua

tous les délégués en place, pour leur dire qu'il avait bien été résistant, malgré les faux bruits que certain répandaient, et qu'il accepterait le dialogue avec le syndicalisme. » (E. Morin, op. cité) La propagande et le recrutement se développent dans l'usine, la CGT et la CFDT se construisent. Des dizaines d'années dans l'ombre avaient créé des traditions de travail en commun. « Les hommes avaient appris à se côtoyer, à se connaître, explique Bernard Loiseau, et cela bien avant que les confédérations n'aient réglé les affaires. Tout cela donnait une allure particulière, ici, au mouvement syndical. »

Dans la CFTC, l'après-guerre est aussi le départ d'une mutation radicale. La plupart des militants participent au mouvement créé autour de la revue *Reconstruction*. C'est « l'apprentissage de la réflexion et de la remise en cause permanente, la prise en compte de l'évolution des rapports sociaux, de la transformation des techniques. L'indépendance absolue du syndicalisme vis-à-vis des partis et des congrégations religieuses, la définition du

Schneiderville

« Schneiderville », c'est le feuilleton de l'hebdomadaire (de droite) local *Le Creusot*. On y lit le récit de la vie de Martin, ouvrier des forges à la fin du XIX^e siècle, chef d'équipe. Il « n'est pas ennemi de la défense des droits de l'ouvrier », mais considère que le capitalisme fait « progresser l'humanité sur le chemin d'un meilleur devenir. Le Creusot aura ce privilège d'être à l'avant-garde du progrès ». Cruelle mise en page : au recto du feuilleton sont détaillées sur une page les menaces qui pèsent sur Creusot-Loire aujourd'hui. Dis-moi quel feuilleton tu publies, je te dirai qui tu es !

socialisme démocratique, l'ancrage de l'organisation syndicale dans le mouvement ouvrier, la reconnaissance du pluralisme... Bref, une transformation extraordinaire. »

Les débats sont suivis avec attention dans les instances locales de la CFTC. « Avant même le congrès de 1964 où sera proclamée la CFDT, les positions développées par *Reconstruction* seront très largement majoritaires dans le département, rassemblant plus de 80 % des votes. » Seuls les mineurs de Montceau resteront réfractaires à cette évolution. La mutation au Creusot se fait « sans un poil d'éclat. C'était d'autant plus important que la scission CGT, CFDT et FO (très dure et trop longue) avait accru les tensions au sein du mouvement ouvrier. Le développement ici de la CFDT n'a pas laissé de place à Force ouvrière. » (1)

Mutation profonde

L'évolution est aussi profonde sur le plan politique. Edouard Morin a retracé dans son livre sa longue expérience de l'incompatibilité entre ses principes d'engagement social et républicain, et l'attitude des directions des partis « démocrates chrétiens », dans lesquels il milite. Il réagit à gauche, lorsque le parti se place à droite. Les tests s'accumulent, de la mobilisation des factieux de février 1934 à la guerre d'Espagne. Il conclura finalement jugeant l'Eglise et ses liens politiques : « Libre à eux de se livrer à de subtiles combinaisons, moi, militant, je pensais et je revendiquais mon entière responsabilité. Je devenais anticlérical au sens légitime du mot. »

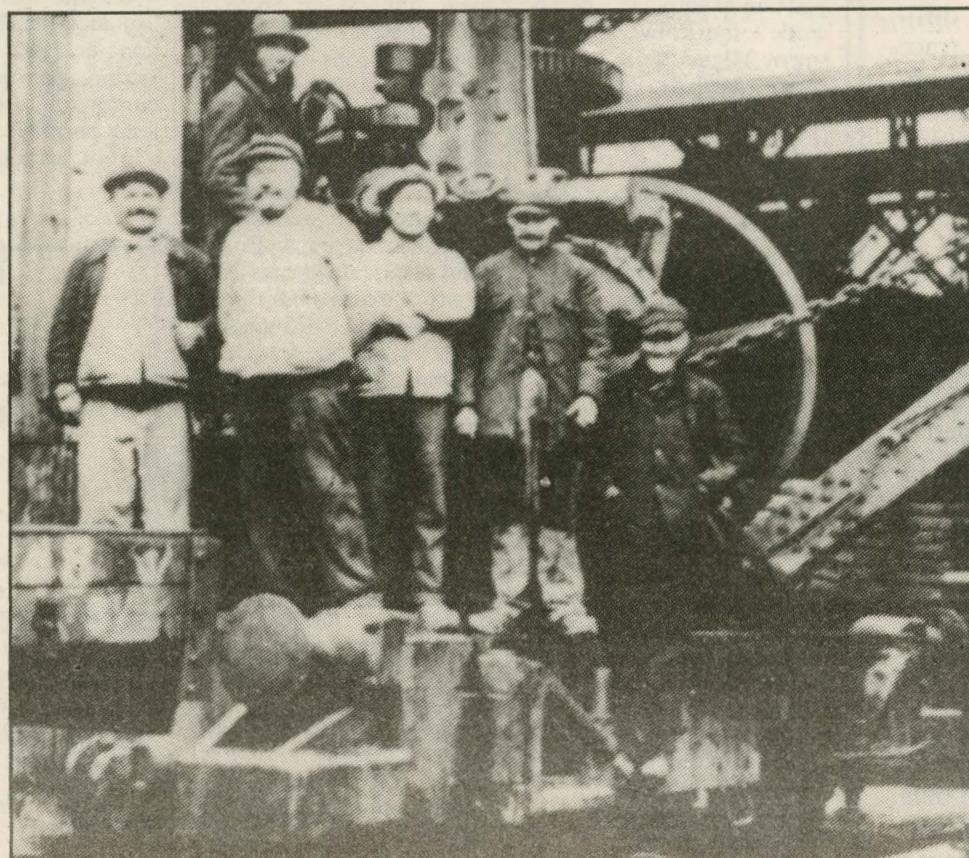
Aucun parti à gauche ne répond à ses exigences politiques. « A l'époque, le PCF occupait le terrain, explique Bernard Loiseau, dans les années soixante, la SFIO était en pleine déconfiture. » Le « nouveau PS » qu'il rejoint après 1970 et le congrès d'Epinal, lui paraissent avoir « comblé le vide », constitué le parti « nécessaire à la construction du socialisme démocratique » (2).

« Aujourd'hui, les mentalités ont changé, le passé a éclaté », commentent les militants en évoquant ces dizaines d'années de lutte. Reste que depuis le printemps, Le Creusot subit de plein fouet le dernier coup des successeurs des maîtres de forges, les menaces de démantèlement de Creusot-Loire.

Michel Morel

1. Aux élections professionnelles, aujourd'hui la CGT recueille environ 46 % des voix à Creusot-Loire, la CFDT 37 %.

2. Aux élections européennes de 1984, le PS a eu 28,39 % des suffrages (-5 points sur le premier tour des présidentielles de 1981), le PCF 12,04 % (-9 points sur les européennes de 1979).



Du beau linge

Après avoir conclu un accord bilatéral avec la Libye, Paris a déployé des trésors de diplomatie pour le faire avaler à Hissène Habré. C'était là la fonction du mini-sommet franco-africain du 5 octobre.

Hissène Habré, qui n'a pas avalé d'être informé en catastrophe de l'accord, est sorti de l'Elysée « très satisfait ». « *Les Libyens ont contracté l'engagement de se retirer du nord du Tchad, je pense qu'ils se retireront* », a-t-il déclaré, soudainement convaincu.

Pour le convaincre, Mitterrand n'avait pas lésiné. A l'exception du Sénégal, qui fournit des observateurs pour le retrait sur le terrain, les figures de proue des fidèles de la France étaient conviées.

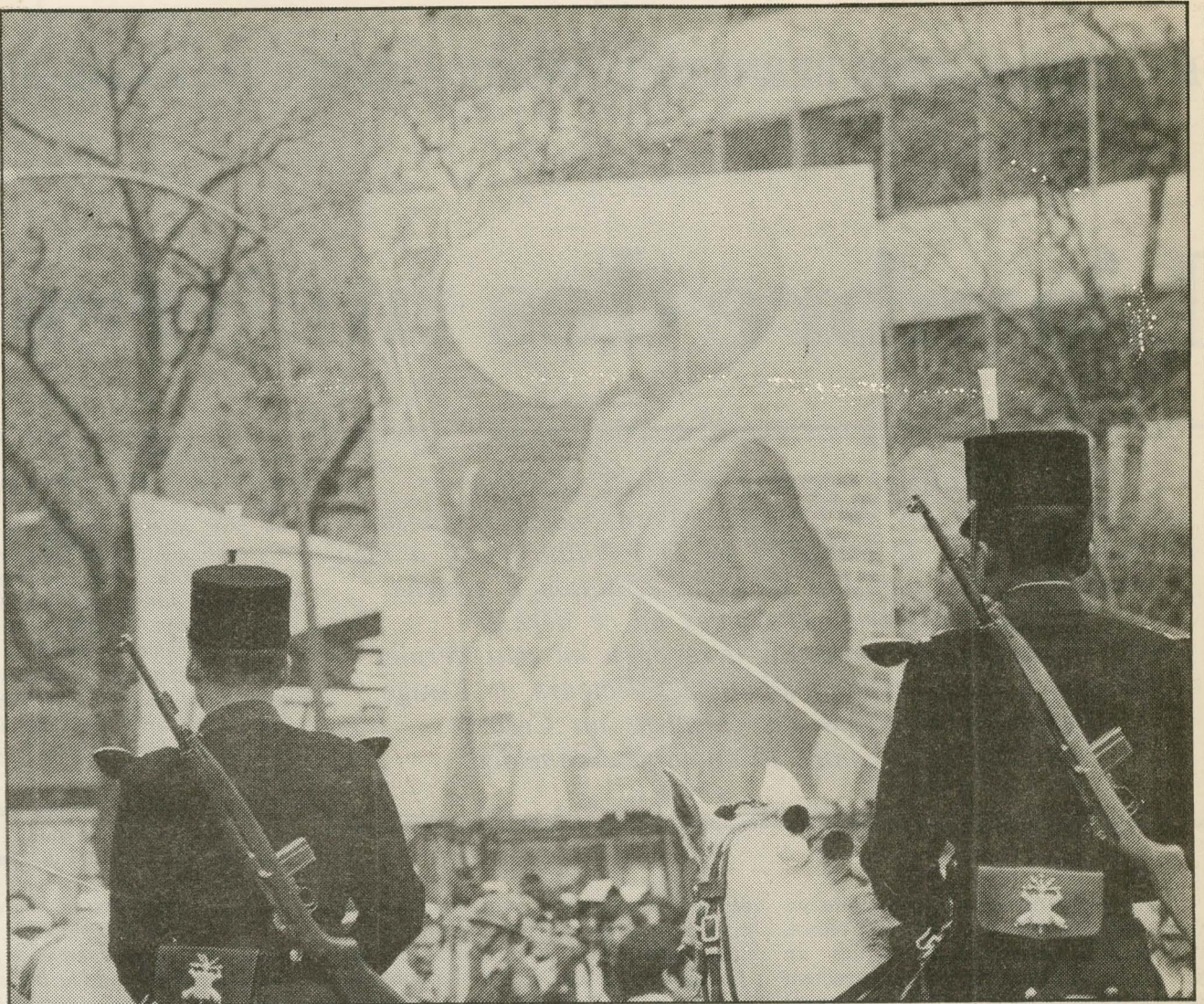
Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, jouait le rôle du vieux sage. Le doyen des chefs d'Etat d'Afrique francophone, dont la succession reste problématique, bénéficie d'une expérience non négligeable : aux manifestants qui, l'an passé, dénonçaient ses importants placements à l'étranger, il répondait simplement qu'il en avait aussi en Côte d'Ivoire.

Concerné au premier chef, puisque 1 200 soldats zairois sont stationnés à N'Djamena, Mobutu Sese Seko était de la partie. Secouru par Giscard, on s'en souvient, alors qu'il était menacé par la rebellion du Shaba, le chef d'Etat zairois est un valeureux défenseur des droits de l'homme ; Amnesty International, dans son rapport sur ce pays, se déclarait « *préoccupée à la fois de l'usage répandu de la torture au Zaïre et, en particulier, de son emploi dans les centres de détention, où les décisions en matière de régime et de traitement pénitentiaires viennent d'en haut.* » L'arrivée de Mobutu à Paris a failli, de plus, être compromise par un huissier venu saisir le DC 10 d'Air-Zaïre pour non-paiement de salaire. C'est l'intervention des autorités françaises qui a évité de contrarier le chef d'Etat.

Omar Bongo avait eu lui aussi des problèmes avec un pilote d'UTA. Il aura eu l'occasion d'en parler puisqu'il était l'une des vedettes de ce sommet. Il s'agissait du deuxième volet de l'aplanissement des difficultés franco-gabonaises. Pierre Péan a tracé dans *Affaires africaines* un tableau impitoyable du régime de Libreville, laquelle n'a jamais aussi peu mérité son nom. Bongo qui n'arrivait pas à digérer cet éclairage cru a demandé une visite de Mauroy. Celui-ci, venu avec dans ses bagages une promesse de centrale nucléaire, a transmis le souhait du président gabonais : être reçu en grande pompe à l'Elysée. Il en a eu pour son argent (enfin son...). Mitterrand est même venu l'accueillir à sa descente d'avion. Il est vrai, les soucis de Bongo s'envolent : un non-lieu a été prononcé dans l'affaire du meurtre de Robert Luong, qui avait eu une liaison avec madame Bongo. La famille s'était désistée et la justice française s'est arrêtée à la frontière gabonaise.

Voilà. Du beau linge pour une noble cause. Pendant ce temps, sur le terrain tandis que le retrait n'en finit pas de se poursuivre, la garde présidentielle d'Hissène Habré massacre les paysans dans le Moyen-Chari. Là se trouve une cause de la famine qui a déjà poussé 10 000 réfugiés vers le Centrafrique.

Jean-Jacques Laredo



DROITS DE L'HOMME

Le Mexique au banc des accusés

Le régime de De la Madrid a sur la conscience 513 disparus et ne détient pas moins de 300 prisonniers politiques dans ses geôles. De quoi alerter l'opinion internationale, comme s'y sont employés, il y a quelques semaines, 58 prisonniers grévistes de la faim, relavés par un très puissant mouvement de solidarité.

Il est de bon ton dans la gauche européenne de tenir pour un exemple la « démocratie » mexicaine, son président Miguel de la Madrid et son parti, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui reste lié à l'Internationale socialiste. Ce beau monde de « démocrates » doit pourtant faire face depuis le 25 août à un vaste mouvement de protestation contre la répression qui en dit long sur ses méthodes policières.

Un mouvement unitaire

Au départ, ils étaient 58 grévistes de la faim, 58 prisonniers politiques sur les 300 que reconnaît officiellement le gouvernement mexicain. Parti de six prisons, le mouvement s'est rapidement amplifié dans certains secteurs de l'opinion, assurant ainsi la poursuite de la lutte au-delà de la cessation devenue inévitable de la grève de la faim des prisonniers politiques et de ceux qui les soutenaient.

Trois revendications ont fait la force de ce mouvement unitaire de protestation contre la répression et pour les droits démocratiques élémentaires au Mexique. En premier lieu, l'exigence que reparaissent 513 disparus, pour la plupart victimes des innombrables forces de sécurité qui quadrillent le pays. En second lieu, l'exigence que soient libérés les 300 détenus qui croupissent dans les prisons de De la Madrid, souvent sans avoir même été jugés. Enfin, ce mouvement a fait sienne l'exigence que cesse la répression illégale qui frappe indistinctement les syndicats ouvriers et enseignants, la Coordination nationale de la paysannerie ou encore les militants et dirigeants du Mouvement urbain populaire. Le gouvernement mexicain engagé dans une politique d'austérité drastique, à l'invitation du FMI (Fonds monétaire international), exerce en effet une répression féroce contre tous ses opposants dont les

rangs n'ont pas cessé de grossir depuis trois ans.

Nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IV^e Internationale, ont tenu un rôle de premier plan dans toutes les dernières mobilisations tant dans les villes que dans les campagnes. Aussi, était-il normal qu'ils soient parmi les premiers, avec les militants du Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM, le Parti communiste local), à donner sa véritable dimension de masse au mouvement des 58.

Rosario Ibarra de Piedra, candidate du PRT aux élections de 1982, spoliée de sa victoire par les magouilles du pouvoir, a elle-même rejoint la grève au nom du « Front national contre la

répression », organisme unitaire qu'elle préside.

Le mouvement ainsi engagé est de nature à unifier les diverses composantes qui contestent la politique de De la Madrid sur des objectifs communs qui renouent un écho grandissant au plan national comme au plan international. L'opinion démocratique se mobilise dans divers pays et notamment en France (1), ce qui constitue déjà une victoire pour les grévistes de la faim de Mexico et une première défaite pour de la Madrid et son prétendu régime démocratique.

J.-L. M.

1. Pour joindre le mouvement de soutien : L. Perez, 9, rue des Longs prés, 3^e Bat, 3^e étage, 92 100 Boulogne.

Passez vos commandes

Dans 15 jours

un supplément dans Rouge

Nicaragua :

une révolution en marche

Les fédérations de la région parisienne de la LCR organisent une réunion-débat avec une délégation de mineurs britanniques en tournée en France.

Jeudi 25 octobre à partir de 20 heures.

AGECA, 177, rue de Charonne, métro Alexandre Dumas. Films-vidéo, etc.

GRANDE - BRETAGNE

Un congrès sur fond de grève

Le 83^e Congrès du Parti travailliste vient de s'achever. Temps forts : la grève des mineurs, les conseils métropolitains, questions sur lesquelles la direction a été défaite. Si la place de leader de Neil Kinnock, acquise il y a un an, n'est pas menacée, le congrès de Blackpool n'aura pas été pour lui une partie de plaisir.

Kinnock qui était venu condamner la violence des piquets du NUM, le syndicat des mineurs, à la tribune du Congrès confédéral du TUC, un mois auparavant, a été désavoué. C'est à une énorme majorité que les congressistes ont apporté leur soutien à la grève, entrée dans son septième mois, et condamné les exactions policières. Neil Kinnock fait peu de cas des cinq mineurs morts, des 3 000 blessés, des 6 000 arrestations.

La détermination des mineurs

Malgré tout, la volonté de vaincre des mineurs et la mobilisation exemplaire qui se développe autour d'eux, ne se démentent pas. Plus décidés que jamais à refuser les fermetures de puits et les suppressions d'emplois, ils s'affrontent avec le gouvernement Thatcher.

La Haute-cour, qui a dénoncé leur grève comme illégale en l'absence d'un vote de l'ensemble des syndiqués comme le souhaitait la droite du TUC, a convoqué Ar-

thur Scargill. Le dirigeant des mineurs a annoncé son refus de s'y présenter. Le gouvernement porte l'affaire sur le terrain juridique en accusant Scargill d'« outrage à magistrat ». Quarante députés travaillistes ont apporté leur soutien à la grève qu'ils jugent officielle.

Thatcher provoque le TUC en le mettant au défi de s'engager dans l'illégalité. Si elle agit ainsi, c'est que la dame de fer n'a plus les moyens de défaire les mineurs en comptant sur le temps. Il joue à présent contre elle et, à l'approche de l'hiver, les risques de coupures de courant sont de plus en plus certains. Les réserves des centrales électriques devraient atteindre un seuil critique vers novembre. Les premières coupures seront une véritable défaite pour le gouvernement conservateur. Pour la hâter, le NUM a lancé l'opération SOS (« switch on at six » : allumez tout à six heures) pour provoquer des pics de consommation électrique le matin et le soir.

Plus que jamais, cette lutte est le fer de lance de la



Arthur Scargill lors d'un meeting.

classe ouvrière contre un gouvernement anti-ouvrier. C'est dans ce but que les militants du Parti travailliste regroupés autour du journal *Socialist Action* proposent une manifestation nationale du Labour et du TUC, ainsi qu'une grève générale de vingt-quatre heures pour faire céder Thatcher, objectif que Neil Kinnock rejette explicitement.

Les conseils métropolitains

C'est sur cette deuxième

question que le congrès a désavoué la direction. Le gouvernement veut supprimer en 1986 ceux de Londres et des six principales villes de province, leur reprochant d'être « bureaucratiques et dépensiers ». Comme par hasard, ces conseils se trouvent être ceux dirigés par la gauche travailliste. La politique de défense des emplois et des services que celle-ci applique s'est vue approuvée par le congrès. De même, le projet de réforme du mode de désignation des candidats travaillistes aux élections

qui visait à diminuer le poids de la gauche a été rejeté. Le congrès a aussi demandé l'abrogation des lois d'exception en vigueur en Irlande du Nord.

Le document adopté sur la politique de défense mêle un désarmement unilatéral avec fermeture des bases nucléaires américaines (et non de l'ensemble des bases US, comme le demandait T. Benn) à la réaffirmation d'une défense conventionnelle, dans le cadre de l'OTAN. Dans le domaine économique, l'orientation de la direction du parti re-

nonce à la remise en cause des changements opérés par Thatcher et aligne le parti sur des orientations analogues à celles mises en œuvre par Mitterrand, Craxi, Gonzalez et Soares, ce, alors que le chiffre du chômage a atteint les 3,28 millions en septembre.

La gauche travailliste, qui n'est pas homogène, n'a pas pu incarner une alternative de direction. La comparaison avec l'an passé permet cependant de mesurer le chemin parcouru. Alors qu'elle était en plein désarroi et très affaiblie, elle a su se porter à la tête des luttes. Elle a mené bataille au sein du congrès pour une meilleure représentation des femmes dans la direction, en s'appuyant sur la mobilisation exemplaire des femmes de mineurs qui se sont organisées nationalement, pour les sections d'adhérents noirs du Labour, face à la montée raciste, ainsi que sur l'Irlande.

Au total, ce congrès aura témoigné du renforcement de cette gauche dont le point faible reste son peu d'organisation. La grève des mineurs doit permettre d'avancer encore dans son développement.

Jean-Jacques Laredo

Jaruzelski soutient Thatcher

Le régime du général Jaruzelski cherche à tirer profit de la grève des mineurs britanniques. Il accroît l'exportation du charbon vers la Grande-Bretagne. Seuls en Pologne, les comités de Solidarnosc ont exprimé leur soutien au mouvement dirigé par Arthur Scargill.

« Les communistes polonais sont considérés comme des briseurs de grèves qui envoient leur charbon partout où des mineurs luttent contre les capitalistes », écrivait fin mars le bulletin de Solidarnosc de Gorzów. La grève des mineurs britanniques, qui entrait alors dans sa troisième semaine, devait confirmer un nouveau fois ce jugement sur la bureaucratie polonaise.

Le régime du général Jaruzelski cherche à tirer profit de la grève des mineurs britanniques pour accroître l'exportation du charbon vers la Grande-Bretagne. Les livraisons de ce charbon doivent doubler cette année. Le gouvernement polonais a ainsi violé l'accord conclu avec Arthur Scargill. Celui-ci prévoyait de limiter cette année les livraisons du char-

bon polonais à la Grande-Bretagne à 705 000 tonnes. Jusqu'à fin août la Pologne a livré 900 000 tonnes de houille et selon le *Financial Times*, l'exportation du charbon polonais vers la Grande-Bretagne atteindra cette année 1,2 million de tonnes (contre 548 000 tonnes en 1983 !).

Arthur Scargill n'a pas admis les explications hypocrites de Jaruzelski et les syndicalistes mineurs maintiennent leur piquet devant l'ambassade polonaise de Londres. Cependant, le dirigeant de la NUM avait proclamé dans le passé que Solidarnosc est un mouvement contre-révolutionnaire, cherchant à renverser le « socialisme » et il n'a toujours pas démenti ses propos. Pour arrêter les livraisons de charbon

polonais, Scargill s'est adressé aux... néo-syndicats mis en place par Jaruzelski après la dislocation de Solidarnosc.

Le bulletin *Robotnik* (l'ouvrier) de Varsovie écrit à ce sujet : « L'appel... aux dockers polonais est malheureusement parvenu à la mauvaise adresse. Les néo-syndicalistes polonais sont forts en gueule, mais ils ont soigneusement caché la lettre des Britanniques. » Dans une lettre ouverte à Scargill, *Robotnik* et deux groupes qui collaborent avec ce journal, l'un d'orientation socialiste, l'autre libertaire, écrivent : « Etant donné que Thatcher s'entend si bien avec Jaruzelski, nous pensons qu'il est temps d'en tirer les leçons. Nous espérons donc qu'au nom de la solidarité ouvrière, vous allez modifier votre attitude négative à l'égard de notre mouvement. »

Comme l'écrit dans une lettre à Scargill, Dawid Jastrzebski, président de la Commission provisoire de coordination des mines de Solidarnosc de la Haute-Silésie, « ni les charges de la police montée, ni les matraques du gouvernement

britannique, pas plus que les portes d'usines défoncées par les tanks ou les coups de feu sur les mineurs désarmés par le junte des généraux polonais ne peuvent briser notre volonté de lutter pour un avenir meilleur de la classe ouvrière. Nous appelons tous les membres de Solidarnosc à soutenir votre lutte. Seule la solidarité internationale des masses travailleuses peut changer notre sort. »

Dans les deux pays, la conscience que la lutte menée par Solidarnosc aussi bien que la lutte des mineurs britanniques sont liées, s'accroît. « De ce qui se passe avec le charbon polonais durant la grève des mineurs, il faut tirer une leçon : que le mouvement ouvrier de notre pays devrait tout entier accorder son soutien à Solidarnosc », proclamait récemment Eric Heffer, député et l'un des dirigeants de la gauche du Parti travailliste britannique. « Je suis ému, poursuivait-il, d'apprendre que les comités de Solidarnosc en Pologne ont exprimé leur soutien à la grève des mineurs : c'est un excellent exemple d'internationalisme. »

Arthur Wilkins

Vient de paraître

cahiers du féminisme N° 29 15 F AUTOMNE 1984

vive la famille?

Dossier

JOURNEE INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

Les ravages de l'impérialisme

La faim, les uns en meurent, les autres en vivent : au Nicaragua, le jeune gouvernement sandiniste met en place toutes les mesures nécessaires à une réelle politique d'autosuffisance tandis qu'à Haïti, d'autres s'acharnent à détruire les dernières possibilités d'un jour pouvoir la mener.

Le décor ? Haïti. Le crime ? Détruire son économie vivrière rurale. Le moyen ? Détruire sa source alimentaire et d'épargne : le cochon créole (« *kochon-planck* »). Le mobile ? Libérer une main-d'œuvre à bon marché et protéger les intérêts américains. L'auteur ? Il coule de source : les Etats-Unis.

Le triste Jean-Claude Duvalier et sa bande de cléptomane assassins avaient besoin d'aide pour un plan aussi diabolique. Seuls, ils n'y seraient pas arrivés. En 1979, panique : des cas de fièvre porcine africaine (PPA) sont détectés. Précipitamment, un plan d'urgence est mis en place pour abattre tous les cochons d'Haïti. Une réserve génétique de cette race unique ne sera même pas autorisée ! L'armée et les fonctionnaires s'en mêlent. Résultat : les uns tuent aussi des humains et les autres se remplissent les poches. Les ingénus s'inquiètent : en France, au Portugal, à Cuba aussi il y a eu la PPA et elle fut contenue sans massacrer tous les porcs. Mais, le Mexique, le Canada, et les sempiternels Etats-Unis ont peur pour leur élevage à cause des échanges.

Tout cela, c'est le scénario officiel que vous lisez un

peu partout. Mais le vrai monstre ce n'est pas la peste, c'est le paysan haïtien qui a réussi à maintenir une économie vivrière. La base de cette autonomie des campagnes, le dernier maillon d'une politique d'autosuffisance, c'est le « *kochon-planck* ». Le paysan achetait dix dollars un jeune porc et le revendait à l'âge adulte pour deux cent cinquante dollars. S'il y avait à fêter un mariage, un baptême, c'était son mode propre d'épargne puisqu'il était coupé du système bancaire et de la ville, ne parlant pas la même langue. Et puis ce fameux cochon est en parfaite symbiose avec l'agro-système haïtien, il aide le paysan en nettoyant tout, et ne nécessite aucun frais d'entretien.

Alors, pourquoi tout détruire ? Et bien, à part la peste porcine, ce cochon est fort embêtant. Ceux qui gagnent à sa disparition sont connus. La clique des deux cents familles haïtiennes va bénéficier des prêts internationaux pour constituer premièrement des porcheries modèles tournées vers l'exportation, deuxièmement des granges à volailles car les plats traditionnels haïtiens vont devoir être au poulet, c'est écrit. Les multinationales aussi y gagnent bien sûr ! Les nouvelles



Une coopérative agricole, près de San Miguelito, au Nicaragua. Le gouvernement a décidé que l'autosuffisance alimentaire était une priorité de la réforme agraire.

races porcines sont des races fragiles, nécessitant une coûteuse chaîne technologique, importée.

Mais il se peut que le projet soit encore plus diabolique. En effet, un autre coup va être donné à l'économie vivrière : le projet d'inondation des riches terres de l'Arbonite. Pour les Etats-Unis, il est toujours bon de détruire les

économies des autres mais il est vraisemblable qu'en plus, l'île d'Hispaniola ait été pressentie pour rem-

placer Hong-Kong (et peut-être bientôt Taïwan) qui disparaîtra en l'an 2000.

Isabelle Quetzal

ONG, quel drôle de nom...

Derrière ce sigle des ONG (organisations non gouvernementales) se cachent des réalités bien différentes. Aujourd'hui, toutes ces organisations humanitaires et tiers-mondistes sont menacées de périr si elles ne font pas le bon choix.

En 1982-1983, le gouvernement canadien est convoqué à Washington. Motif : il subventionne une ONG qui mène une politique différente de celle de la CIA en Amérique centrale. Conséquence, le gouvernement canadien retire toute son aide à SUCCO, elle s'appelle ainsi, et SUCCO meurt. Elle finançait plusieurs projets dans le monde avec un budget de plusieurs millions de dollars. En effet, l'administration Reagan a décidé que les projets humanitaires dans sa zone d'influence devaient porter son sceau. Les organisa-

tions visant à développer et non plus assister, vont rencontrer les pires ennuis sur leur chemin.

Les ONG qui, par contre, vont croître, sont celles qui permettent de manipuler largement des populations qui ont faim. En République Dominicaine, par exemple, des ONG envoient des animateurs et distribuent des aliments dans les communautés rurales ou était implanté tout un travail d'animation de la part des organisations populaires locales. Pour avoir droit aux rations, il faut montrer sa carte des clubs organisés par les dites organisations charitables, ceci afin d'inciter les gens à désertir les syndicats, les organisations de femmes, etc.

Les ONG sont devenues un enjeu politique d'importance, et sont obligées maintenant de choisir leur camp.

I. Q.

Mais et machète

Au Nicaragua, les sandinistes ont décidé que la nation serait autosuffisante au plan alimentaire.

Tout le pays dépend des paysans : pour la production et la défense, bien qu'un peu moins depuis le SMP (service militaire). Aujourd'hui, il faut faire face au blocus militaire, dramatique pour un pays aux structures encore dépendantes. Demain, il faudra continuer pour permettre les bases d'une accumulation débouchant sur une industrie nationale.

Pendant deux ans, les sandinistes ont tenté de reconstruire ce que la guerre

avait détruit. Ils se lancèrent dans la réforme agraire. Les terres confisquées au clan Somoza et aux propriétaires peu soucieux de les exploiter furent redistribuées en priorité aux coopératives (et sur la côte Atlantique aux communautés indigènes).

Les titres de propriété sont aujourd'hui collectifs, transmissibles aux enfants mais ne peuvent pas se vendre. Dans les zones les plus difficiles militairement, les paysans se sont organisés pour défendre eux-mêmes leurs coopératives. Et, cas encore exceptionnel, le gouvernement est favorable à l'organisa-

tion indépendante des paysans (UNAG) et en a fait son interlocuteur privilégié pour les questions agraires.

Mais les sandinistes mettent aussi en place des politiques agraires de planification, et de redressement de la situation face aux différentes calamités naturelles qui affectent le pays (inondations, sécheresse), incitation à faire des potagers... En fait, tout l'appareil d'Etat est tourné vers les campagnes que le système bancaire, l'éducation ou la santé... Ce n'est pas de l'assistanat, mais une juste prise en compte de la réalité.

I. Q.

SYRIE

Solidarité avec le PAC

La dictature du Parti baas syrien a lancé, au cours des six derniers mois, une opération répressive de grande envergure contre nos camarades du Parti d'action communiste de Syrie (PAC). Plusieurs dizaines de ses militants ont été arrêtés, à Damas en particulier, portant le nombre total de ses membres détenus à près de cent soixante-dix (cf. *Inprecor* n°153 du 20 juin 1983). Le coup est d'autant plus grave que la dictature a pu mettre la main sur la majorité des cadres du parti, et notamment sur la majorité des délégués au congrès de fondation du PAC, qui s'était tenu au Liban en 1981.

Comme il est de coutume pour le régime syrien, les camarades arrêtés ont été soumis à diverses tortures. Il semble, en fait, selon des sources sûres, que cette nouvelle vague d'arrestations qui s'abat sur le PAC fasse suite à des directives provenant du chef de la dictature lui-même, Hafez El-Assad, désireux d'éliminer cette organisation révolutionnaire, unique en Syrie. Et pour cause, le PAC est aujourd'hui la seule expression d'une opposition radicale au régime baassiste, en Syrie, après que le pouvoir ait réussi à éliminer, à l'extrême droite, le Mouvement des frères musulmans.

Malgré la répression qui le traque sans répit depuis trois ans, le PAC continue à agir inlassablement. Il continue à produire et à diffuser clandestinement, à l'intérieur du pays, tout son système de presse : *l'Appel populaire*, journal d'agitation périodique diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires ; *le Drapeau rouge*, organe politique du parti, bimensuel ; *le Communiste*, revue théorique, et *le Proletaire*, bulletin intérieur de discussion ouvert à toutes les contributions des membres du parti.

Le PAC, qui entretient des relations fraternelles avec la IV^e Internationale, à travers sa section libanaise qui l'assiste par tous ses moyens, n'est pas une organisation « trotskyste ». Il est le produit de la fusion de plusieurs cercles marxistes qui existaient en Syrie au début des années soixante-dix. La fusion eut lieu en 1976, à la suite de trois ans de débats et d'élaboration. La nouvelle organisation fut nommée Alliance de l'action communiste, nom qui fut modifié au congrès de 1981, pour marquer la maturation politique et organisationnelle qui s'était produite en cinq ans d'existence et de lutte.

Grands et petits pas

Le ministère de la Culture crée une association pour diffuser et favoriser la création chorégraphique française... La danse contemporaine sauvée des eaux ?...

Sauvés, nous sommes sauvés ! Que même on va pouvoir enfin voir de la danse con-tem-po-rai-ne sans se taper le public « quatrième âge » du Théâtre de la Ville ! Le détour par la place du Châtelet étant devenu le passage étroit et obligé pour essayer d'en voir et d'en espérer de cette danse que l'on dit contemporaine, qui souffre tant à s'accoucher d'elle-même entre un public décati qui tousse au moindre faux tutu et la course de fond de salles de banlieue où trois spectateurs se congratulent devant ce qui restera une création confidentielle.

La première édition a démarré en fanfare avec les journées « Jeunes créateurs » fin septembre. On retrouve dans la programmation ce qui fait l'éclectisme de la production chez nous. Il y a ceux qui racontent et ceux qui ne narrent pas. Il y a les géniaux et ceux qui ont seulement du talent. Il y a les « béjartises » obligées et les « fours » convenus...

Il faut quand même dire que pour le prix d'une place de cinoche — juste un peu plus — on pourra se faire une idée de départ de la tête que ça a la danse de nos jours. Pour tout de suite, on

est heureux de savoir Dominique Bagouet à l'affiche du 6 au 11 novembre. Pour le reste, demandez le programme...

Allez-y sans crainte. Cette danse là est labellisée. Ces spectacles-là ont avec raison souvent la critique pour eux. Il reste encore ces deux ou trois compagnies qui ne figurent ni dans les petits ni dans les grands « papiers » et qui, elles, n'ont toujours pas « les meilleures conditions » pour rencontrer le public dont se félicite le prospectus d'inauguration du Théâtre contemporain de la danse.

C. S.

Théâtre contemporain de la danse, programme au 280 09 30



Par-delà l'Escaut

Le Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis débute la saison hors les frontières. Avec en toile de fond : la loi, les autres et cet étrange double qu'est le théâtre.

On se souvient encore de *Regardez les hommes tomber* qui avait valu à « Hauser Orkater » le prix du meilleur spectacle étranger en 1980. Les Hollandais nous sont revenus l'an dernier avec *Granit* et poursuivent leur propos avec *la Loi de Luisman*. Entre temps — depuis *Granit* — la compagnie a changé de nom au gré d'une mutation interne. Elle répond au nom de *Mexicaanse Hond*, c'est comme cela que se nomme aux Pays-Bas le sifflement qu'émet la radio quand une perturbation atmosphérique s'installe sur la fréquence... du temps du poste à galène. Va donc pour *Chien mexicain* !

D'une saison à l'autre, le cocktail est invariablement aussi détonnant : B.D, musique, effets scéniques,

films... pour nous dire cette bonne vieille connerie humaine qui empêche le quotidien comme l'avenir. *La Loi de Luisman* exploite la question du pouvoir. Ce dur labeur qui n'est pas toujours l'apanage de celui qui détient la situation dite de pouvoir. La trame du spectacle qui emprunte à la dialectique du maître et de l'élève arrive à temps pour compter les points de la guerre scolaire. Ici la querelle n'est ni du public ni du privé mais bien plus : « *Au nom de quoi il enseigne celui-là ?* » !! Les acteurs en viennent tour à tour à poser au maître la question de savoir qui l'a fait roi. La réponse n'est pas forcément dans le programme. Il y a comme cela de la philosophie qui montre le bout de son nez dans l'analyse du

système et des modes de transmission du savoir...

Ceux qui ont vu *Granit* l'an dernier seront sans doute frustrés. La troupe s'est mise au français. Le jeu des mots a pris un peu le pas sur le jeu de geste. Même en français, ça a du chien, c'est simplement un peu moins mexicain !!

Le belge, Jan Fabre, prendra la relève avec *le Pouvoir des folies du théâtre*. Ce plasticien de formation nous a laissés « accros » l'an dernier au Théâtre de la Bastille toute une nuit avec *C'était du théâtre comme il était à prévoir et à espérer*. Il revouelle la leçon mais cette fois en concentré — quatre heures —. Chez Jan Fabre les images et le texte entretiennent les meilleurs rapports, c'est sans doute la loi première de son travail.

Charles Sylberg

Au Théâtre Gérard Philippe jusqu'au 21 octobre : *la Loi de Luisman* et pour quatre séances à 19 heures (24, 25, 26, 27 octobre) *le Pouvoir des folies du théâtre*. (242 00 59).

L'agenda des planches

Tout le mois, se joue à la Comédie de Caen *Agatha*. Le texte en a été écrit par Marguerite Duras en 1981. Daniel Girard en est le metteur en scène. C'est son premier travail à la Comédie. Des deux personnages de la pièce, on sait seulement qu'ils vont se parler, qu'ils vont parler... Du passé, ils vont tenter de dire au présent l'indicible de l'inceste... Claude Alexis que l'on a vu très bien jouer la saison passée dans *la Double Inconstance* sera le personnage féminin du drame. C'est jusqu'au 27 octobre au Château de Beuregard. (Comédie de Caen : (31) 86 55 52)

Il est le scénariste de *Zabriskie point*, de *Paris, Texas*. L'acteur de *l'Etoffe des héros*. L'auteur d'une quarantaine de pièces. Il est aussi musicien de rock. Il s'appelle Sam Shepard et est l'auteur de *l'Ouest, le*

vrai, la pièce que l'on jouera à l'Athénée à compter du 24 octobre. On y rencontrera des acteurs non moins célèbres que Richard Bohringer (*Diva, Subway...*) et Roland Blanche (*Equateur, la Triche*). Dans cette pièce où deux frères s'affrontent, il y a comme une filiation avec *Paris, Texas*... Quant au metteur en scène, Luc Béraud, il débute au théâtre après avoir réalisé plusieurs courts métrages et notamment trois émissions pour « Ciné-Regards » à la télévision. Des transfuges du cinéma sur les planches de l'Athénée... On sait combien le métissage des genres a sauvé le théâtre de l'effondrement. (Théâtre de l'Athénée : 742 67 27)

Le Festival d'Automne, enfin. Il nous enchante moins que l'an passé. La danse n'affiche que deux spectacles. De plus, il

s'agit de danse de caractère, qui a les faveurs du public d'ethnologues que l'on sait restreint et spécialisé. On se demande aussi pourquoi des créations comme *Die Nacht ou Die Neger* successivement de Syberberg et de Stein sont confinées à quatre ou cinq représentations, ce qui met l'accès aux guichets de location dans l'ordre de la corrida avec mise à mort assurée ! Côté théâtre, on signale plus particulièrement : *Spinoza* du trio Jourdeuil-Peyret-Aillaud et *Bérénice* en décembre à la Comédie française. Il faut aussi prendre le temps de lire le n° 60 de *Théâtre public* réalisé en collaboration avec le Festival d'Automne et envisage de traiter ce thème bien de 1984 : « La comédie comme tragédie ». (Festival d'Automne : 296 12 27)

C. S.

NICARAGUA

Une étape de la révolution

Le 4 novembre est la date fixée pour les premières élections démocratiques de l'histoire du Nicaragua. Voilà qui contredit les affirmations impérialistes visant à discréditer le processus actuellement en cours. Les faits sont là.

Le Nicaragua est actuellement un pays en guerre où les camps de mercenaires contras basés au Honduras et au Costa-Rica, sur les frontières nord et sud, servent de points d'appui à des actions militaires de plus en plus sanglantes. Dans cette situation, le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua organise en ce moment des élections selon une loi électorale qui offre des droits démocratiques inégalés dans les pays capitalistes qui se font les champions de la « démocratie ».

Le droit de vote est accordé à tous les jeunes de plus de seize ans ; le scrutin est proportionnel, permettant à toute formation politique disposant de plus de 30 000 voix d'avoir au moins un député ; l'accès est égal pour tous les partis qui se présentent, à la radio et à la télévision ; une même subvention de neuf millions de cordobas est fournie à tous les partis candidats, ce qui permet aux petits partis de mener effectivement une campagne nationale.

Sept partis présents

Ce sont aujourd'hui sept partis qui se présentent aux élections nicaraguayennes. Contrairement à tant d'allégations mensongères, ce ne sont pas des partis tolérés ou manipulés par le FSLN. Ils représentent des intérêts sociaux contradictoires et présentent des programmes alternatifs.

Trois des partis qui se présentent sont d'authentiques partis bourgeois : le Parti conservateur démocrate et le Parti populaire social-chrétien sont des scissions de formations ayant une histoire ancrée dans la formation des classes bourgeoises. Le troisième parti bourgeois, le PLI, a une base sociale significative d'autant que son principal leader, Godoy, a été ministre du Travail jusqu'en avril 1984 et reflète les positions de couches sociales qui sont aujourd'hui atteintes dans leurs conditions de vie, alors que tout est fait pour satisfaire les besoins prioritaires de la majorité la plus démunie de la population.

Deux partis, d'orientation stalinienne, le PSN et le PCdn sont également candidats. Ils possèdent une influence réelle dans quelques secteurs des travailleurs urbains, les ouvriers de la construction par exemple. Enfin, une formation issue du maoïsme, le Mouvement d'action populaire, se présente elle-aussi.

A ces six partis, il convient naturellement d'ajouter le FSLN qui se présente comme parti à ces élections, et qui dispose d'une influence de masse sans comparaison avec ses « concurrents ». Il s'agit de l'avant-garde de la révolution qui a triomphé du somozisme, démantelé les instruments de domination du régime pro-impérialiste, et conduit un processus révolutionnaire qui date maintenant de plus de cinq ans. Dans un pays de trois millions d'habitants, il organise des centaines de milliers de paysans et de travailleurs des villes au travers des mouvements de masse qu'il anime.

Cette élection d'une assemblée constituante et législative se prépare dans le cadre d'un régime où la bourgeoisie et les partisans de l'impérialisme ne disposent plus du pouvoir politique. Le pluralisme qui existe au Nicaragua ne peut se comprendre sans cette donnée.

C'est précisément ce que ne peut sup-



Près de la frontière du Costa-Rica, les paysans d'une coopérative agricole partent au champ le fusil sur l'épaule. Photo du haut : un panneau appelant à s'inscrire sur les listes électorales à Managua.



porter l'impérialisme. Il lui faut à tout prix discréditer le processus électoral en cours pour mieux préparer les conditions politiques d'une agression militaire ouverte et accrue.

Les manœuvres de Washington

C'est pourquoi il a fait pression sur les principaux partis bourgeois regroupés dans la Coordination démocratique pour que ceux-ci boycottent les élections. A cet effet, il a expédié de Washington un candidat à la présidence, Arturo Cruz. Sollicité par la Coordination démocratique, c'est des Etats-Unis que ce personnage a annoncé sa candidature. Dès son arrivée à Managua, en juillet, il a fait du dialogue avec les responsables de la contre-révolution armée, un préalable à sa candidature effective. Ce faisant, il savait qu'il aboutissait à une confrontation irréductible avec les sandinistes pour qui le refus de transiger avec la contre-révolution est une question de principe.

Pour imposer la solution du boycottage aux principaux partis bourgeois, il a fallu recourir à ce fédérateur importé des Etats-Unis-mêmes. Voilà qui éclaire les hésitations de ces partis bourgeois à choisir ouvertement le chemin de l'abstention, et qui explique pourquoi ils cherchent en ce moment à reconsidérer leurs positions. L'ampleur des pressions impérialistes pour

imposer le boycottage à ces partis amis est à la mesure de l'enjeu que représentent les élections nicaraguayennes. Elles servent à fournir une nouvelle démonstration de l'influence exercée par l'avant-garde de la révolution au Nicaragua, le FSLN.

Le FSLN utilise ces élections comme une campagne d'éducation politique de masse contre la bourgeoisie. Rien à voir avec les trop fameux partis « agrariens » ou bourgeois tolérés dans certaines démocraties populaires. L'argumentation des partis bourgeois est démontée sans relâche au travers de la presse sandiniste. Les militants du Front, de la Jeunesse sandiniste sont invités à faire un travail politique de porte à porte dans le but, non seulement de faire voter pour les candidats du FSLN, mais surtout de convaincre politiquement. Une bataille politique de masse est engagée, à la mesure des remarquables capacités de mobilisation du Front.

Des questions encore ouvertes

Le pluralisme qui règne au Nicaragua, garantissant le droit à l'organisation de tous les partis ne prenant pas les armes contre la révolution, sert d'abord à dévoiler la véritable nature de la politique proposée par la bourgeoisie et à donner des moyens

politiques au FSLN pour politiser les masses contre l'impérialisme et ses relais dans le pays.

L'élection d'une assemblée de ce type ne constitue pas un modèle de démocratie ouvrière directe. Le fait que cette assemblée soit dotée de pouvoirs constituants indique bien que nombre de questions restent encore ouvertes, à commencer par les modalités de représentation des organisations de masse, source du pouvoir populaire.

Les élections du 4 novembre constituent un moment du processus révolutionnaire actuellement en cours au Nicaragua. La furieuse campagne impérialiste menée contre elles est à la mesure de l'enjeu. Alors que la bourgeoisie, dans les démocraties occidentales, se sert des élections pour justifier de la pérennité fatale de sa domination, le pouvoir des ouvriers et des paysans, au Nicaragua, s'en sert pour convaincre les travailleurs d'être encore plus actifs dans la prise en charge de leurs propres affaires pour leur développement.

Telle est la leçon principale de la campagne qui se déroule au Nicaragua et qui exige le plein soutien de tous les révolutionnaires. Il nous faut combattre sans relâche les demandes impérialistes pour un dialogue « national » avec la contre-révolution. En refusant le droit d'organisation à tous ceux qui prennent les armes contre la révolution, le FSLN prend une position d'autodéfense élémentaire de la révolution.

Jean-Claude Bernard